



AVIS

CCE 2015 - 0700

Liaison au bien-être 2015-2016 – Loi relative au pacte
de solidarité entre les générations -
Pacte de compétitivité, d'emploi et de relance

CCE
Conseil Central de l'Economie
Centrale Raad voor het Bedrijfsleven
CRB



**Avis "Liaison au bien-être 2015-2016 - Loi relative au pacte de solidarité
entre les générations - Pacte de compétitivité, d'emploi et de relance"**

**Bruxelles
24-03-2015**

Avis "Liaison au bien-être 2015-2016 - Loi relative au pacte de solidarité entre les générations - Pacte de compétitivité, d'emploi et de relance"

Conformément aux articles 5, 6, 72, 73, 73 bis et 73 ter de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations, le Conseil national du Travail, le Conseil central de l'Économie et le Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants doivent se prononcer tous les deux ans sur l'importance et la répartition des moyens financiers destinés à l'adaptation au bien-être des prestations de remplacement de revenus et des allocations d'assistance sociale.

Dans cette optique, les Conseils et le Comité général de gestion ont pris l'initiative de se pencher sur la question. En vue du présent avis conjoint, le Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants a, le 23 mars 2015, mandaté ses membres au sein du Conseil national du Travail et du Conseil central de l'Économie pour émettre un avis commun sur le volet des travailleurs indépendants.

L'examen de ce dossier a été confié à la Commission mixte Liaison au bien-être.

Sur la base des travaux de cette commission, le Conseil national du Travail, le Conseil central de l'Économie et le Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants ont émis, le 24 mars 2015, l'avis unanime suivant.

X

X

X

Avis du Conseil National du Travail et du Conseil central de l'Economie

1 Introduction

Les articles 5, 6, 72 et 73 de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations contiennent un mécanisme structurel visant à lier les prestations de remplacement de revenus des régimes des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants à l'évolution du bien-être général, sur la base de paramètres provenant de projections relatives à l'évolution des dépenses sociales à long terme. Les articles 73 bis et 73 ter de cette loi prévoient un mécanisme similaire pour l'assistance sociale.

Conformément à ces dispositions, le gouvernement doit se prononcer tous les deux ans sur l'importance et la répartition des moyens financiers destinés à une adaptation au bien-être. Cette décision doit être précédée d'un avis conjoint du Conseil national du Travail, du Conseil central de l'Économie et du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants. L'adaptation au bien-être peut être une modification d'un plafond de calcul, d'une prestation et/ou d'une prestation minimale et ses modalités peuvent être différentes par régime, par plafond de calcul ou par prestation au sein d'un régime et par catégorie de bénéficiaires de prestation (voir les articles 5, § 1er et 72, § 1er). Dans le cadre de leur décision et de leur avis, le gouvernement et les partenaires sociaux peuvent s'appuyer sur les rapports du Comité d'étude sur le vieillissement et du Conseil supérieur des finances. L'avis des partenaires sociaux doit également tenir compte d'un certain nombre de facteurs contextuels. Depuis 2010, il faut également tenir compte, dans le cadre du calcul de l'enveloppe financière, de l'éventuel surcoût ou de l'éventuelle économie engendrés par la décision relative à la période biennale précédente.

Il est signalé que la loi-programme du 29 décembre 2014 a apporté un certain nombre de modifications au mécanisme. Il est rappelé que la loi-programme du 15 mai 2014 prévoyait une adaptation automatique au bien-être de certaines prestations en l'absence d'avis des organes consultatifs compétents avant le 15 septembre. Concrètement, en l'absence d'avis avant le 15 septembre, les allocations sociales seraient adaptées comme suit :

- les allocations de remplacement non forfaitaires seraient augmentées de 1 % au 1er septembre de l'année qui suit le 15 septembre (uniquement pour ce qui concerne les prestations octroyées pour la première fois avant le 1er janvier de l'année en cours) ;
- les allocations de remplacement forfaitaires seraient augmentées de 2 % au 1er septembre de l'année qui suit le 15 septembre ;
- les plafonds pris en compte pour le calcul des allocations sociales de remplacement seraient augmentés de 2,5 % au 1er janvier de l'année qui suit le 15 septembre.

Pour la partie de l'enveloppe qui ne serait pas utilisée du fait de l'application de ce mécanisme automatique, le gouvernement rédigerait un projet de décision motivée, sur lequel les organes consultatifs pourraient à nouveau rendre un avis.

Cette adaptation automatique partielle introduite par la loi-programme du 15 mai 2014 a été supprimée par la loi-programme du 29 décembre 2014. Désormais, en l'absence d'avis avant le 15 septembre de l'année au cours de laquelle la décision doit être prise, un avis est censé avoir été donné. Le gouvernement rédige ensuite un projet de décision sur l'adaptation au bien-être et le motive d'une manière circonstanciée. Dans ce cas, le gouvernement demande à nouveau l'avis conjoint du Conseil national du Travail, du Conseil central de l'Économie et du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants au sujet de son projet de décision motivée. En l'absence d'avis dans le mois suivant la demande du gouvernement, un avis est censé avoir été donné.

Ladite loi-programme a également retiré les allocations familiales du calcul de l'enveloppe bien-être, et ce, tant pour l'enveloppe destinée au régime des travailleurs indépendants que pour celle destinée au régime des travailleurs salariés.

Afin de pouvoir apporter une réponse adéquate à la demande formulée dans la loi, les Conseils et le Comité général de gestion ont sollicité la collaboration des différents organismes et administrations de la sécurité sociale et du Bureau fédéral du Plan pour calculer l'enveloppe financière, le surcoût ou l'économie, ainsi que l'impact financier de leurs propositions. À l'occasion du présent avis, les Conseils et le Comité général de gestion souhaitent dès lors remercier les différents organismes et services pour leur précieuse collaboration.

Sur la base de ces calculs, le gouvernement a, au cours de la rencontre du 15 janvier 2015 avec le Groupe des 10, fixé pour la liaison au bien-être 2015-2016 une enveloppe financière de 319,5 millions d'euros pour 2015 et de 627,2 millions d'euros pour 2016. À la demande du gouvernement, ces montants ont été ventilés dans l'accord social du 30 janvier 2015. Cette ventilation, reprise dans le tableau 1 de cet accord, a ensuite été vérifiée, à la demande du Conseil national du Travail, du Conseil central de l'Économie et du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants, par les différents parastataux et, pour ce qui concerne la pension minimale des travailleurs indépendants, par le Bureau fédéral du Plan, sur la base de quoi quelques adaptations ont encore été apportées, le 25 février 2015, aux propositions pour le régime des travailleurs salariés.

En vue du présent avis conjoint, le Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants a, le 23 mars 2015, mandaté ses membres au sein du Conseil national du Travail et du Conseil central de l'Économie pour émettre un avis commun sur le volet des travailleurs indépendants.

2 Position des Conseils

2.1 Détermination de l'enveloppe financière pour la période 2015-2016

La loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations fixe, en ses articles 5, 6, 72 et 73, les modalités de la détermination de l'enveloppe financière pour les adaptations au bien-être de toutes ou de certaines prestations de remplacement de revenus dans la sécurité sociale des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants. Pour les adaptations au bien-être dans l'assistance sociale, l'enveloppe financière est estimée d'une manière similaire conformément aux dispositions des articles 73 bis et 73 ter de la même loi.

2.1.1 Calcul de l'enveloppe théorique minimale

La loi relative au pacte de solidarité entre les générations précise que l'enveloppe est au moins équivalente à « la somme de l'estimation des dépenses suivantes calculées pour toutes les branches de la sécurité sociale » :

- une adaptation annuelle au bien-être de 0,5 % de toutes les allocations sociales de remplacement, à l'exclusion des allocations forfaitaires ;
- une adaptation annuelle au bien-être de 1 % de toutes les allocations sociales forfaitaires, à l'exclusion des prestations familiales ;
- une augmentation annuelle de 1,25 % des plafonds salariaux pris en compte pour le calcul des allocations sociales de remplacement ;
- une augmentation annuelle de 1,25 % du « droit minimum par année de carrière ».

Pour l'assistance sociale, l'enveloppe doit être au moins égale à la somme de l'estimation des dépenses correspondant à une adaptation annuelle au bien-être de 1 % du revenu d'intégration, de l'aide sociale financière équivalente au revenu d'intégration sociale, des allocations de remplacement de revenu pour les personnes handicapées (ARR), de la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA) et du revenu garanti aux personnes âgées (RGPA).

Afin de pouvoir apporter une réponse adéquate à la demande formulée dans la loi, la Commission mixte Liaison au bien-être a demandé au Bureau fédéral du Plan de calculer les enveloppes brutes susvisées. Ces calculs ayant été réalisés avant la loi-programme du 29 décembre 2014, les enveloppes tiennent encore compte des prestations familiales. Les résultats de ces calculs, dans lesquels différents scénarios ont aussi encore été retenus pour le régime des travailleurs salariés, sont repris en annexe 1¹.

¹ « Enveloppes bien-être 2015-2016 dans les régimes de sécurité sociale et d'assistance sociale, Étude à la demande de la Commission mixte liaison au bien-être – Estimation alternative du surcoût dans la branche pension du régime indépendant par rapport à la version d'octobre 2014 », novembre 2014.

2.1.2 Calcul du surcoût ou de l'économie

Par ailleurs, la loi dispose en ses articles 72, § 6 et 5, § 6 qu'à partir de 2010, l'enveloppe doit également prendre en charge l'éventuel surcoût engendré par les décisions relatives à la période biennale précédente. Le terme « surcoût » fait référence à la différence de coût de ces décisions par rapport au scénario politique alternatif, dans lequel les adaptations annuelles au bien-être auraient été accordées selon les dispositions susmentionnées (cf. les taux de 0,5 % – 1 % – 1,25 %).

Conformément à cette disposition, les Conseils et le Comité général de gestion ont demandé au Bureau fédéral du Plan de réaliser une estimation du surcoût ou de l'économie engendrés par les mesures prises en matière de liaison au bien-être pour la période 2013-2014. Les résultats de ces calculs sont également repris en annexe 1.

2.1.3 Fixation de l'enveloppe disponible pour la période 2015-2016

Au cours de leurs travaux, les Conseils et le Comité général de gestion ont constaté qu'au cours de la rencontre du 15 janvier 2015 avec le Groupe des 10, le gouvernement a inscrit au budget 2015, pour la liaison au bien-être, un montant de 319,5 millions d'euros en 2015 et de 627,2 millions d'euros en 2016, et leur a demandé de rendre un avis sur l'affectation de ce montant d'ici le 31 janvier 2015.

2.2 Facteurs contextuels

La loi relative au pacte de solidarité entre les générations précise en ses articles 5, § 2 et 72, § 2 que les Conseils et le Comité général de gestion doivent tenir compte dans leur avis de différents « facteurs contextuels », c'est-à-dire de l'évolution du taux d'emploi et de la nécessité d'obtenir un équilibre financier durable au sein de la sécurité sociale, et donc aussi être attentifs à la croissance économique, au phénomène du vieillissement, au rapport entre le nombre de bénéficiaires de prestations et le nombre de personnes actives et aux possibles pièges à l'emploi. Dans cette optique, la Commission mixte Liaison au bien-être a chargé les Secrétariats du Conseil national du Travail et du Conseil central de l'Économie de rédiger un aperçu de ces facteurs, qui est repris en annexe 2². Cet aperçu date de novembre 2014.

2.3 Propositions de répartition de l'enveloppe financière pour la période 2015-2016

L'accord social du 30 janvier 2015 contient des propositions visant à ventiler l'enveloppe bien-être de 319,5 millions d'euros en 2015 et de 627,2 millions d'euros en 2016.

Il est également signalé dans cet accord que, dans ce cadre, il a été veillé au respect des principes suivants :

- il n'y a pas de dépassement du montant total des trois enveloppes bien-être ;
- le calcul du coût des mesures se fait en année pleine ;
- les partenaires sociaux ont respecté les principes exprimés dans le texte du gouvernement, à savoir :

² Un aperçu des facteurs contextuels se trouve dans l'annexe 2.

- l'affectation de l'enveloppe bien-être est proposée par les partenaires sociaux. Il s'agit d'une première étape dans la mise en œuvre de la mesure de l'accord de gouvernement visant à relever progressivement les minima des allocations de la sécurité sociale et des prestations d'aide sociale jusqu'au niveau du seuil de pauvreté européen, en accordant la priorité aux allocations pour les personnes courant le plus grand risque de pauvreté ;
- il s'agit aussi de veiller à éviter les pièges à l'emploi et à l'inactivité.

L'enveloppe bien-être réservée aux travailleurs indépendants sera répartie de la même manière que celles des travailleurs salariés.

La ventilation, reprise dans le tableau 1 dudit accord social, a été vérifiée, à la demande du Conseil national du Travail, du Conseil central de l'Économie et du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants, par les différents parastataux et, pour ce qui concerne la pension minimale des travailleurs indépendants, par le Bureau fédéral du Plan. Sur la base de cette vérification, quelques adaptations ont encore été apportées, le 25 février 2015, aux propositions de répartition de l'enveloppe bien-être.

Vu l'accord initial de rester dans le budget originellement prévu pour les trois régimes, un groupe de travail technique a alors convenu d'un certain nombre de précisions pour le régime des travailleurs salariés par rapport au tableau repris en annexe 1 dudit accord social du 30 janvier 2015 :

- pour l'ONEM :
 - l'augmentation de 1,25 % des plafonds de calcul (y compris maxima existants) prend cours le 1er juillet 2015 (au lieu du 1er avril 2015) ;
 - l'augmentation de 2 % des minima et forfaits n'est pas appliquée aux allocations pour interruption de carrière, formes spécifiques et crédit-temps ;
- pour l'ONP :
 - l'« augmentation récurrente » de 2 % après 5 ans (cohorte de 2010 en 2015 et cohorte de 2011 en 2016) est uniquement appliquée aux pensions qui ne sont pas des pensions minimales ;
 - l'augmentation du pécule de vacances est limitée à 6,4 points de pourcentage, ce qui donne, avec l'augmentation de 8,6 % prévue lors du cycle précédent, une augmentation de 15 % par rapport à 2012.

Ces précisions sont confirmées par les Conseils et le Comité général de gestion dans le présent avis. Un tableau, adapté dans ce sens, des propositions de répartition de l'enveloppe bien-être 2015-2016 est repris en annexe 3. Un aperçu des décisions définitives concernant la répartition de l'enveloppe bien-être accordée pour la période 2015-2016 est repris ci-dessous.

2.3.1 Propositions pour la sécurité sociale (régime des travailleurs salariés et régime des travailleurs indépendants)

Augmentation des allocations de sécurité sociale les plus basses

Pour ne pas réduire à néant les efforts qui ont été fournis sur ce plan ces dernières années et pour ne pas créer de différences supplémentaires entre les pensions minimales des travailleurs indépendants et des travailleurs salariés, les Conseils et le Comité général de gestion proposent d'augmenter de 2 % au 1er septembre 2015 tant la pension minimale que le droit minimal par année de carrière, ainsi que les autres allocations minimales et forfaits.

Cette augmentation de 2 % n'est pas appliquée aux allocations pour interruption de carrière, formes spécifiques et crédit-temps.

Augmentation des pensions ayant pris cours avant 1995

Les Conseils et le Comité général de gestion sont d'avis que, pour les pensions les plus anciennes, une opération de rattrapage est encore nécessaire par rapport au bien-être moyen. Ils proposent dès lors que les pensions ayant pris cours avant 1995 (y compris les allocations maximales, mais à l'exception des forfaits et minima) soient augmentées de 1 % au 1er septembre 2015.

Adaptation des plafonds de calcul

En vue de renforcer le principe d'assurance, les Conseils et le Comité général de gestion proposent :

- de relever de 2 % au 1er janvier 2015 les plafonds de calcul du droit minimum par année de carrière ;
- de relever de 1,25 % au 1er avril 2015 les plafonds de calcul des indemnités d'invalidité ;
- de relever de 1,25 % au 1er juillet 2015 les plafonds de calcul des allocations de chômage (y compris les maxima existants) ;
- de relever de 1,25 % au 1er janvier 2016 les plafonds de calcul des indemnités d'accident du travail et de maladie professionnelle.

La compensation pour l'augmentation du plafond de calcul des indemnités d'accidents du travail (entreprises d'assurances privées) se fait de la même manière qu'auparavant, par une diminution de la cotisation pour les personnes handicapées.

Récurrence

La récurrence, proposée dans les avis nos 1.566, 1.673 et 1.840 pour les indemnités d'invalidité, d'accident du travail ou de maladie professionnelle qui ont pris cours il y a 6 ans, est maintenue. L'« augmentation récurrente » de 2 % après 5 ans (cohorte de 2010 en 2015 et cohorte de 2011 en 2016) est uniquement appliquée aux pensions qui ne sont pas des pensions minimales. Les allocations de ces cohortes sont augmentées de 2 % au 1er septembre 2015 et au 1er janvier 2016.

Mesures supplémentaires

1) Opération de rattrapage pour les petits minima des pensions en cas de carrière mixte

Les Conseils et le Comité général de gestion prévoient au 1er juin 2015 un alignement des petits minima des pensions sur les pensions minimales d'un travailleur salarié.

2) Augmentation du pécule de vacances

Les Conseils proposent d'augmenter le pécule de vacances des pensionnés de 6,4 points de pourcentage à partir du 1er mai 2015. Cela donne, avec l'augmentation de 8,6 % prévue lors du cycle précédent, une augmentation totale de 15 % du pécule de vacances des pensionnés par rapport à 2012. Il ne peut pas y avoir dans ce cadre d'écrêtement du pécule de vacances au montant mensuel de la pension.

3) Augmentation de la prime de rattrapage après deux ans d'incapacité de travail

Les Conseils proposent d'augmenter de 160 euros au 1er mai 2015 la prime de rattrapage des travailleurs qui sont en incapacité de travail depuis au moins deux ans (au 31 décembre de l'année précédente).

4) Soutien des cas graves avant la consolidation (FAT)

Les Conseils proposent d'apporter un soutien additionnel avant la consolidation aux travailleurs qui ont eu un accident du travail grave. Cette mesure entre en vigueur le 1er juillet 2015 et sa mise en œuvre concrète fera l'objet d'une discussion plus approfondie au sein du comité de gestion du Fonds des accidents du travail.

5) Correction d'une anomalie dans les indemnités d'accident du travail (FAT)

En raison des modalités spécifiques de financement des adaptations au bien-être dans le secteur des accidents du travail, les indemnités n'ont pas été adaptées au bien-être en 2011. Afin de corriger cette anomalie, il est proposé d'augmenter de 0,3 % au 1er septembre 2015 les indemnités de la cohorte de 2011.

6) Diminution de la cotisation sociale après la pension

À partir du premier jour du mois à partir duquel un travailleur avec un accident du travail ou une maladie professionnelle reçoit une pension de retraite ou de survie, l'indemnité du FAT et du FMP est plafonnée. Un pensionné ne reçoit alors plus qu'un montant mensuel forfaitaire qui est calculé sur la base du taux d'incapacité de travail. Des cotisations personnelles sont perçues sur ce montant forfaitaire. Les Conseils proposent d'abaisser de 13,07 % à 8,31 %, à partir du 1er octobre 2015, la cotisation personnelle sur ces allocations après la pension.

2.3.2 Propositions pour l'assistance sociale

Les Conseils plaident pour que le revenu d'intégration, l'aide sociale financière équivalente au revenu d'intégration sociale, les allocations de remplacement de revenu pour les personnes handicapées, la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA) et le revenu garanti aux personnes âgées soient augmentés de 2 % au 1er septembre 2015, de sorte que ces augmentations coïncident avec l'augmentation des allocations minimales de sécurité sociale, pour maintenir une tension suffisante entre ces deux régimes d'allocations.

2.3.3 Neutralisation des limites de revenus

Les Conseils et le Comité général de gestion sont d'avis qu'il faut veiller, lors de l'exécution du présent avis relatif à la liaison au bien-être, à ce que la liaison au bien-être accordée ne soit pas réduite et soit donc neutralisée tant lors de l'octroi d'avantages sociaux que par le biais de la fiscalité ou d'autres avantages sociaux adoptés par les entités fédérées. Ils insistent dès lors pour que les ministres compétents prennent les mesures nécessaires à cet effet.

X

X

X

Les Conseils et le Comité général de gestion insistent auprès du gouvernement pour que toutes les mesures soient exécutées correctement. Elles forment un tout indivisible et un équilibre avec d'autres accords conclus entre les partenaires sociaux. Par ailleurs, les Conseils et le Comité général de gestion demandent que l'ensemble de leurs propositions soit traduit le plus rapidement possible dans la législation et la réglementation, de sorte que toutes les administrations et institutions d'exécution concernées puissent prendre d'ici les dates prévues d'entrée en vigueur les dispositions administratives et pratiques nécessaires, comme l'adaptation des applications informatiques.

ANNEXE 1

**RAPPORT DU BUREAU FÉDÉRAL
DU PLAN**

Novembre 2014

Welvaartsenveloppes 2015-2016 in de sociale zekerheids- en bijstandsstelsels

Studie op vraag van de gemengde commissie welvaartsvastheid -

Alternatieve raming van de meerkost in de tak pensioenen van de zelfstandigenregeling
t.o.v het rapport van oktober 2014

Enveloppes bien-être 2015-2016 dans les régimes de sécurité sociale et d'assistance sociale

Etude à la demande de la Commission mixte liaison au bien-être -

Estimation alternative du surcoût dans la branche pension du régime indépendant
par rapport à la version d'octobre 2014

November 2014 - Novembre 2014

Greet De Vil, Nicole Fasquelle, Bertrand Scholtus, Saskia Weemaes

Federaal Planbureau

Het Federaal Planbureau (FPB) is een instelling van openbaar nut.

Het FPB voert beleidsrelevant onderzoek uit op economisch, sociaal-economisch vlak en op het vlak van leefmilieu. Hiertoe verzamelt en analyseert het FPB gegevens, onderzoekt het aanneembare toekomstscenario's, identificeert het alternatieven, beoordeelt het de gevolgen van beleidsbeslissingen en formuleert het voorstellen.

Het stelt zijn wetenschappelijke expertise onder meer ter beschikking van de regering, het Parlement, de sociale gesprekspartners, nationale en internationale instellingen. Het FPB zorgt voor een ruime verspreiding van zijn werkzaamheden. De resultaten van zijn onderzoek worden ter kennis gebracht van de gemeenschap en dragen zo bij tot het democratisch debat.

Het Federaal Planbureau is EMAS en Ecodynamische Onderneming (drie sterren) gecertificeerd voor zijn milieubeheer.

url: <http://www.plan.be>

e-mail: contact@plan.be

Overname wordt toegestaan, behalve voor handelsdoeleinden, mits bronvermelding.

Verantwoordelijke uitgever: Philippe Donnay

Le Bureau fédéral du Plan

Le Bureau fédéral du Plan (BFP) est un organisme d'intérêt public.

Le BFP réalise des études sur les questions de politique économique, socio-économique et environnementale. À cette fin, le BFP rassemble et analyse des données, explore les évolutions plausibles, identifie des alternatives, évalue les conséquences des politiques et formule des propositions.

Son expertise scientifique est mise à la disposition du gouvernement, du parlement, des interlocuteurs sociaux, ainsi que des institutions nationales et internationales. Le BFP assure à ses travaux une large diffusion. Les résultats de ses recherches sont portés à la connaissance de la collectivité et contribuent au débat démocratique.

Le Bureau fédéral du Plan est certifié EMAS et Entreprise Écodynamique (trois étoiles) pour sa gestion environnementale.

url : <http://www.plan.be>

e-mail : contact@plan.be

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

Éditeur responsable : Philippe Donnay

Federaal Planbureau

Kunstlaan 47-49, 1000 Brussel
tel.: +32-2-5077311
fax: +32-2-5077373
e-mail: contact@plan.be
<http://www.plan.be>

Bureau fédéral du Plan

Avenue des Arts 47-49, 1000 Bruxelles
tél. : +32-2-5077311
fax : +32-2-5077373
e-mail : contact@plan.be
<http://www.plan.be>

Enveloppes bien-être 2015-2016 dans les régimes de sécurité sociale et d'assistance sociale

Welvaartsenveloppes 2015-2016 in de sociale zekerheids- en bijstandsstelsels

Novembre 2014 - November 2014

Greet De Vil, Nicole Fasquelle, Bertrand Scholtus, Saskia Weemaes

Abstract – Dit rapport bundelt de werkzaamheden die het FPB heeft uitgevoerd op vraag van de Gemengde Commissie Welvaartsvastheid (CRB – NAR) in het kader van de welvaartsenveloppes 2015-2016. In een eerste deel wordt de raming door het FPB van de theoretische welvaartsenveloppe 2015-2016 in het werknemers-, het zelfstandigen- en het bijstandsstelsel voorgesteld. Deze berekeningen kunnen afwijken van ramingen van de administraties. Welke ramingen weerhouden worden (die van het FPB of die van de administraties) is de bevoegdheid van de sociale partners. Een tweede deel van het rapport stelt, per stelsel, de marge of meerkost in 2015-2016 voor van de genomen maatregelen in 2013-2014 in het kader van de welvaartsenveloppes 2013-2014.

Inhoudstafel - Table des matières

Inleiding	1
1. Bruto welvaartsenveloppe 2015-2016	2
1.1. Bruto enveloppe 2015-2016 in de werknemersregeling	3
1.2. Bruto enveloppe 2015-2016 in de zelfstandigenregeling	3
1.3. Bruto enveloppe 2015-2016 in de bijstandsregeling	4
2. Meerkost of marges in 2015-2016 van maatregelen in het kader van de welvaartsenveloppes 2013-2014	5
2.1. In de werknemersregeling	7
2.1.1. Globaal	7
2.1.2. Naar tak pensioenen	8
2.1.3. Naar tak ZIV-uitkeringen	9
2.1.4. Naar tak werkloosheid	12
2.1.5. Naar tak kinderbijslag	13
2.1.6. Naar tak arbeidsongevallen	14
2.1.7. Naar tak beroepsziekten	15
2.2. In de zelfstandigenregeling	16
2.2.1. Globaal	16
2.2.2. Naar tak pensioenen	17
2.2.3. Naar tak ZIV-uitkeringen	18
2.2.4. Naar tak RSVZ-faillissementsverzekering	18
2.2.5. Naar tak RSVZ kinderbijslag	19
2.3. In de bijstandsregeling	19
3. Annexe - Calcul de l'enveloppe 2015-2016 : pensions des travailleurs indépendants	22
3.1. La méthode de calcul	22
3.2. Les outputs MoSES	22
3.3. Les données ONP	24
3.4. Écart avec les calculs ONP - tentative d'explication	25

Lijst van tabellen - Liste des tableaux

Tabel 1	Raming van de bruto enveloppe 2015-2016 in de werknemersregling	3
Tabel 2	Raming van de bruto enveloppe 2015-2016 in de zelfstandigenregeling	3
Tabel 3	Raming van de bruto enveloppe 2015-2016 in de bijstandsregeling	4
Tabel 4	Raming van de meer- of minkosten veroorzaakt door de maatregelen voor welvaartsvastheid genomen door de Regering voor de periode 2013-2014 - WERKNEMERSREGELING	7
Tabel 5	Pensioenen	8
Tabel 6	TOTAAL ZIV-UITKERINGEN	9
Tabel 7	ZIV-uitkeringen: deel primaire ongeschiktheid	10
Tabel 8	ZIV-uitkeringen: deel moederschapsrust	10
Tabel 9	ZIV-uitkeringen: deel invaliditeit	11
Tabel 10	Werkloosheid	12
Tabel 11	Kinderbijslag	13
Tabel 12	Arbeidsongevallen	14
Tabel 13	Beroepsziekten	15
Tabel 14	Raming van de meer- of minkosten veroorzaakt door de maatregelen voor welvaartsvastheid genomen door de Regering voor de periode 2013-2014 - ZELFSTANDIGENREGELING	16
Tabel 15	Pensioenen	17
Tabel 16	ZIV-uitkeringen	18
Tabel 17	RSVZ-faillissementsverzekering	18
Tabel 18	RSVZ-kinderbijslag	19
Tabel 19	Raming van de meer- of minkosten veroorzaakt door de maatregelen voor welvaartsvastheid genomen door de Regering voor de periode 2013-2014 - BIJSTANDSREGELING	20
Tableau 20	Calcul de l'enveloppe par le modèle MoSES	23
Tableau 21	Données ONP - nombres de pension et pensions moyennes	24
Tableau 22	Comparaison des résultats	25
Tableau 23	Comparaison des résultats BFP et ONP	25

Inleiding

De wet van 23 december 2005 met betrekking tot het Generatiepact¹ installeert een structureel mechanisme van welvaartsbinding van uitkeringen in de werknemers-, zelfstandigen- en bijstandsregeling². De wet voorziet een procedure in drie stappen. In een eerste fase wordt tweejaarlijks de grootte van de “beschikbare” welvaartsenveloppe per regeling berekend. In een tweede fase wordt door de gemengde commissie welvaartsvastheid een advies opgesteld met betrekking tot de invulling van de beschikbare enveloppen. Concreet gaat het om voorstellen van aanpassingen van uitkeringen, berekeningsplafonds of inkomensdrempels waarbij rekening gehouden wordt met ontwikkelingen inzake economische groei, werkgelegenheidsgraad, duurzaam financieel evenwicht in sociale zekerheid en bijstand, vergrijzing, inactiviteitsvallen, ... Vanaf de enveloppe 2011-2012 dient het advies ook rekening te houden met de eventuele meerkosten of marges (minderkosten) veroorzaakt door de beslissingen met betrekking tot de voorgaande tweejaarlijkse periode. In een derde fase beslist de regering over de concrete maatregelen. Indien zij hierbij afwijkt van het advies van de sociale partners, dient dat uitdrukkelijk gemotiveerd te worden. De wet van 15 mei 2014 met betrekking tot het pact voor competitiviteit, werkgelegenheid en relance³ installeert een mechanisme van automatische welvaartsaanpassingen dat in werking treedt bij gebrek aan advies vóór 15 september van het jaar waarin de beslissing met betrekking tot de welvaartsaanpassingen moet genomen worden.

Op vraag van de gemengde commissie welvaartsvastheid (CRB/NAR) heeft het FPB berekeningen uitgevoerd in het kader van de welvaartsenveloppes 2015-2016. Dit rapport bundelt deze werkzaamheden. In een eerste deel wordt de door het FPB geraamde bruto enveloppe 2015-2016 in de werknemers-, zelfstandigen- en bijstandsregeling voorgesteld. Dit is de welvaartsenveloppe die gebaseerd is op de parameters zoals voorzien in het Generatiepact, zonder rekening te houden met eventuele meerkosten of marges veroorzaakt door maatregelen in het kader van de voorgaande tweejaarlijkse enveloppe. De geraamde enveloppes van het FPB kunnen afwijken van ramingen van de administraties. Enkel bij sterk uiteenlopende ramingen, zoals in de zelfstandigenregeling- tak pensioenen, worden de verschillen verder onderzocht (in bijlage). Welke ramingen weerhouden worden (die van het FPB of die van de administraties) is de bevoegdheid van de sociale partners. Vervolgens berekende het FPB de marge of meerkost in 2015-2016 van de genomen maatregelen in 2013-2014 in het kader van de welvaartsenveloppes 2013-2014. Deze resultaten zijn opgenomen in deel 2.

¹ Artikel 5 en 6, artikel 72 en 73.

² Hoofdstuk IV van de programmawet van 27 december 2006 voegt artikel 73bis en 73ter toe aan de wet op het Generatiepact waardoor ook de bijstandsregelingen opgenomen worden.

³ Artikel 11, 12 en 13

1. Bruto welvaartsenveloppe 2015-2016

De bruto enveloppe⁴ wordt berekend op basis van de wettelijke parameters voorzien in de wet op het Generatiepact. De wet voorziet dat de enveloppe in de werknemers- en in de zelfstandigenregeling minimaal moet overeenstemmen met de geraamde uitgaven van:

- een jaarlijkse welvaartsaanpassing van 1% voor minima en forfaitaire uitkeringen;
- een jaarlijkse verhoging met 1,25% van de grenzen die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de inkomensvervangende uitkeringen en, in de pensioenregeling van werknemers, van het minimumrecht per loopbaanjaar;
- een jaarlijkse welvaartsaanpassing met 0,5% voor alle inkomensvervangende sociale uitkeringen, met uitzondering van de forfaitaire uitkeringen.

Voor de bijstand dient de enveloppe minimaal overeen te stemmen met de som van de geraamde uitgaven van een jaarlijkse welvaartsaanpassing van 1% van het leefloon, het equivalent leefloon, de inkomensvervangende tegemoetkoming aan personen met een handicap (IVT), de inkomensgarantie voor ouderen (IGO) en het gewaarborgd inkomen voor bejaarden (GIB).

Op basis van de modellen van het Federaal Planbureau, wordt de bruto enveloppe voor de tweejaarlijkse periode 2015-2016 in de werknemersregeling geraamd op 290,7 miljoen euro in 2015 en 574,2 miljoen euro in 2016 indien geen rekening wordt gehouden met het vakantiegeld van gepensioneerden en respectievelijk 295,5 miljoen euro en 583,9 miljoen euro indien wel rekening wordt gehouden met het vakantiegeld. In de zelfstandigenregeling wordt de bruto enveloppe 2015-2016 geraamd op 37,9 miljoen euro in 2015 en 77,1 miljoen euro in 2016 en in de bijstandsregeling op 33,1 miljoen euro in 2015 en 67,1 miljoen euro in 2016 (bedragen in prijzen van 2014, aan index 119,62). Deze ramingen gebeurden op basis van het model voor de Economische Vooruitzichten (versie van juni 2014) en waar mogelijk werden actualisaties doorgevoerd aan de hand van nieuwe informatie van de administraties. Hierna worden de verschillende enveloppes per regeling voorgesteld en onderverdeeld naar tak binnen elke regeling.

⁴ De term "bruto" wijst op het feit dat er geen rekening is gehouden met eventuele meerkosten of marges die kunnen ontstaan door beslissingen in het kader van de voorgaande tweejaarlijkse enveloppe (zie deel 3).

1.1. Bruto enveloppe 2015-2016 in de werknemersregeling

Tabel 1 Raming van de bruto enveloppe 2015-2016 in de werknemersregeling
Uitgedrukt aan index 119,62

	2015	2016	2015	2016
	MET VAKANTIEGELD IN TAK PENSIOENEN*		ZONDER VAKANTIEGELD IN TAK PENSIOENEN	
Totale enveloppe 2015-2016	295,5	583,9	290,7	574,2
Pensioenen	126,2	252,5	121,5	242,9
ZIV-uitkeringen	50,8	95,9	50,8	95,9
Werkloosheid	66,8	130,6	66,8	130,6
Kinderbijslag**	46,8	95,3	46,8	95,3
Beroepsziekten	2,1	4,1	2,1	4,1
Arbeidsongevallen	2,8	5,5	2,8	5,5

* De uitgaven voor vakantiegeld worden verhoogd zoals de verhoging van de niet-minima, namelijk met 0,5%.

** De berekening van de welvaartsenveloppe voor kinderbijslag is berekend op 80% van de dotaties waarbij de bekomen enveloppes verdeeld worden tussen het werknemers- en het zelfstandigenstelsel volgens de verhouding 90/10, geïnspireerd op de memorie van toelichting bij het voorstel van bijzondere wet tot hervorming van de financiering van de gemeenschappen en de gewesten. Het invoeren van de 6de staatshervorming in de modellen van het FPB laat op dit moment niet meer toe de enveloppes te berekenen op basis van de prestaties volgens regeling, omdat FAMIFED (het vroegere RKW) nu alle gezinsbijslagen voor zijn rekening neemt, inclusief zelfstandigen en overheid.

In tabel 1 worden er twee versies van de enveloppe in de werknemersregeling voorgesteld. Enerzijds een bruto enveloppe die rekening houdt met een verhoging van het vakantiegeld voor gepensioneerden conform de verhoging van de niet-minima, namelijk met 0,5%. Anderzijds een enveloppe die geen rekening houdt met de uitgaven aan het vakantiegeld.

1.2. Bruto enveloppe 2015-2016 in de zelfstandigenregeling

Tabel 2 Raming van de bruto enveloppe 2015-2016 in de zelfstandigenregeling
Uitgedrukt aan index 119,62

	2015	2016
Totale enveloppe 2015-2016	37,9	77,1
Pensioenen	28,6*	57,8*
ZIV-uitkeringen (inclusief faillissementsverzekering)	4,1	8,7
Kinderbijslag**	5,2	10,6

* Verschillen met de ramingen van de RVP in de tak pensioenen worden verduidelijkt in de bijlage.

** De berekening van de welvaartsenveloppe voor kinderbijslag is berekend op 80% van de dotaties waarbij de bekomen enveloppes verdeeld worden tussen het werknemers- en het zelfstandigenstelsel volgens de verhouding 90/10, geïnspireerd op de memorie van toelichting bij het voorstel van bijzondere wet tot hervorming van de financiering van de gemeenschappen en de gewesten. Het invoeren van de 6de staatshervorming in de modellen van het FPB laat op dit moment niet meer toe de enveloppes te berekenen op basis van de prestaties volgens regeling, omdat FAMIFED (het vroegere RKW) nu alle gezinsbijslagen voor zijn rekening neemt, inclusief zelfstandigen en overheid.

De hier vermelde bruto enveloppe 2015-2016 is gebaseerd op de ramingen van het FPB. Verschillen met de raming van de RVP voor de tak pensioenen worden verduidelijkt in bijlage.

1.3. Bruto enveloppe 2015-2016 in de bijstandsregeling

Tabel 3 Raming van de bruto enveloppe 2015-2016 in de bijstandsregeling
Uitgedrukt aan index 119,62

	2015	2016
Totale enveloppe 2015-2016	33,1	67,1
Leefloon en equivalent leefloon*	9,6	19,4
Inkomensvervangende tegemoetkoming aan personen met een handicap (IVT)	10,8	21,8
Inkomensgarantie voor ouderen (IGO) en Gewaarborgd inkomen voor bejaarden (GIB)	12,7	26,0

* Het leefloon is in de enveloppeberekening opgenomen voor het gedeelte van de toelage van de federale overheid aan de OCMW's. Hierbij wordt uitgegaan van een staatsaandeel in de kosten van het leefloon van 75% (rekening houdend met de verhoging van de staatstoelage met 5% vanaf 01-07-2014).

Aangezien voor vele gerechtigden de bijstandsuitkering een aanvulling op andere inkomens vormt (uit arbeid, sociale uitkeringen, inkomen van de partner,...) en bij het bepalen van de hoogte van de bijstandsuitkering rekening gehouden wordt met (een gedeelte van) die inkomens, spelen zij een belangrijke rol bij de raming van de beschikbare enveloppe. Gegeven de belangrijke rol maar ook onzekere evolutie van de in aanmerking te nemen bestaansmiddelen, dienen hierover hypothesen gesteld te worden. De raming van de bruto enveloppe 2015-2016 zoals voorgesteld in tabel 3, is gebaseerd op de toekenning aan alle gerechtigden van de waarde in euro van de verhoging van het baremabedrag met 1%. Deze methode houdt geen rekening met mogelijke groei van de bestaansmiddelen in 2015-2016⁵.

Het leefloon is in de enveloppeberekening opgenomen voor het gedeelte van de toelage van de federale overheid aan de OCMW's. Hierbij wordt uitgegaan van een staatsaandeel in de kosten van het leefloon van 75% (rekening houdend met de verhoging van de staatstoelage met 5% vanaf 01-07-2014).

⁵ Zoals toegelicht in WP4-11 van het FPB ("Welvaartsbinding van sociale en bijstandsuitkeringen", Federaal Planbureau, WP4-11, maart 2011), kunnen andere hypothesen over bijvoorbeeld de evolutie van de bestaansmiddelen leiden tot divergerende welvaartsenveloppen. Het is echter essentieel dat dezelfde hypothesen worden gebruikt zowel voor de berekening van de beschikbare enveloppe als voor de raming van de financiële weerslag van de maatregelen effectief genomen in het kader van de enveloppe. Indien aan deze voorwaarde voldaan is, dan zullen "fouten" in de raming van de beschikbare enveloppe en in de raming van de kost van de maatregelen genomen in het kader van de enveloppe van dezelfde grootte-orde zijn (ex ante), en dit ongeacht de evolutie van de bestaansmiddelen (behalve wanneer de toekenning van de enveloppe gericht zou zijn op een categorie waarvan de evolutie van de bestaansmiddelen sterk zou afwijken van die van de andere categorieën). Indien het totale bedrag van de enveloppe herverdeeld kan worden over de verschillende bijstandsregelingen, is het ook aangewezen dat dezelfde methode gebruikt wordt voor de verschillende regelingen.

2. Meerkost of marges in 2015-2016 van maatregelen in het kader van de welvaartsenveloppes 2013-2014

De wet op het Generatiepact stelt dat de beschikbare enveloppe rekening dient te houden met een eventuele meerkost of minkost (marge) van de maatregelen die genomen zijn in het kader van de vorige tweejaarlijkse enveloppe. In die zin kunnen de enveloppes 2015-2016 berekend in deel 1 beschouwd worden als bruto enveloppes.

Herwaarderingsmaatregelen brengen gerelateerde uitgaven over verschillende jaren met zich mee, dus ook na de tweejaarlijkse periode waarin de maatregelen genomen worden. In grote lijnen⁶ onderscheiden we enerzijds maatregelen waarvan de gerelateerde uitgaven een op termijn uitdovend karakter hebben en anderzijds maatregelen waarvan de uitgaven een permanent karakter hebben. Zo leidt de herwaardering van een niet-forfaitaire uitkering (bijvoorbeeld, een welvaartsaanpassing op 1 september 2013 van de pensioenen die 5 jaar geleden ingegaan zijn met 2%) tot een tijdelijke kost. De kost daalt immers naarmate de generatie waarop de maatregel van toepassing is, uitsterft. Omgekeerd zal een herwaardering van een berekeningsparameter (zoals een plafond of een vervangingsratio) of van een forfaitaire of minimumuitkering een permanente kost veroorzaken in de mate dat de maatregel niet enkel betrekking heeft op huidige generatie(s) maar ook op toekomstige generaties gerechtigden. Verder kan het toewijzen van de enveloppe ten voordele van een bepaalde tak of een categorie gerechtigden waarvan het aantal gerechtigden een stijgende trend vertoont, eveneens leiden tot hogere kosten in de daaropvolgende jaren.

De beschikbare enveloppe voor welvaartsaanpassingen, berekend volgens de parameters van het generatiepact, heeft uiteraard een bepaalde meerjaarlijkse dynamiek, gegeven het relatieve gewicht van de verschillende parameters (1,25%; 1%; 0,5%) die de enveloppe bepaalt.

Binnen elke regeling (werknemers, zelfstandigen of bijstand) kan de toewijzing van de tweejaarlijkse enveloppe door de regering op voorstel van de sociale partners vrij gebeuren over takken (pensioenen, ZIV, werkloosheid, ...), types uitkeringen en categorieën van gerechtigden heen. Gegeven bovenvermelde verschillende uitgavenprofielen kan de meerjaarlijkse kost van de beschikbare enveloppe (als totaal van de uitgaven per regeling op basis van de parameters 1,25; 1 en 0,5) verschillen van de meerjaarlijkse kost van de genomen maatregelen in het kader van die enveloppe. Eenzelfde enveloppe, die op verschillende manieren tussen verschillende herwaarderingsprofielen wordt verdeeld, kan dus op langere termijn tot sterk uiteenlopende uitgavenprofielen leiden. Met andere woorden, de maatregelen genomen in het kader van de toewijzing van de enveloppe 2013-2014 kunnen in 2015-2016 tot een kost leiden die verschilt van de kost die gegenereerd zou zijn bij toepassing van de herwaarderingsprofielen volgens de berekeningsregels van de enveloppe 2013-2014. Het verschil in 2015-2016 van enerzijds de kost van de bruto enveloppe 2013-2014 en anderzijds de kost van de genomen maatregelen in het kader van de enveloppe 2013-2014, geeft de meerkost (of marge) van de beslissingen met betrekking tot de enveloppe 2013-2014 in 2015-2016.

⁶ Voor een uitgebreide analyse, zie "Avis relatif à l'enveloppe budgétaire 2009-2010 réservée aux adaptations au bien-être", Studiecommissie voor de Vergrijzing, Hoge Raad van Financiën, juli 2008.

Het berekenen van de meerkost (of marge) in 2015-2016 van de genomen maatregelen in het kader van de beschikbare enveloppe 2013-2014, gebeurt in verschillende stappen. In een eerste stap gaan we de beschikbare enveloppe 2013-2014 van elke regeling per tak en per berekeningsregel doorrekenen naar 2015-2016. Hierbij wordt vertrokken van de beschikbare enveloppe 2013-2014 zoals opgenomen in het advies CRB-NAR van 28 maart 2013 en aangepast aan eventuele observaties voor 2013 of meer recente ramingen van de uitgaven voor 2014⁷. Vervolgens worden deze uitgaven per tak en per berekeningsregel in 2015-2016 geraamd op basis van de evolutie van het aantal gerechtigden of van de globale uitgaven.

In een tweede stap moet de kost in 2015-2016 berekend worden van de maatregelen genomen in het kader van de enveloppe 2013-2014. Hiervoor worden de voorgestelde maatregelen voor 2013-2014 uit het advies van sociale partners herberekend op basis van de geactualiseerde beschikbare enveloppe. Vervolgens wordt de evolutie van hun uitgaven in 2015-2016 geraamd o.a. op basis van de evolutie van het overeenstemmend aantal gerechtigden of de geraamde uitgaven. Merk op dat het essentieel is dat dezelfde hypothesen gebruikt worden (bijvoorbeeld over de evolutie van aantallen) bij de raming van de uitgaven van maatregelen als bij de raming van de theoretische enveloppe.

In een derde stap ten slotte, wordt de meerkost of marge in 2015-2016 bepaald als het verschil tussen de geraamde uitgaven in 2015-2016 van de berekeningsregels voor de beschikbare enveloppe 2013-2014 (die vastgelegd was op 60%) en van de genomen maatregelen in 2013-2014 in het kader van de enveloppe. Merk op dat maatregelen die niet in het advies van de sociale partners stonden, niet in rekening gebracht worden bij het bepalen van de meerkost of marges. De evolutie van hun uitgaven zijn wel terug te vinden in onderstaande tabellen onder de rubriek "andere" regeringsmaatregelen.

Hierna wordt per regeling en per tak de meerkost of marge voorgesteld. Alle bedragen zijn uitgedrukt in constante prijzen van 2014 (index 119,62) en in miljoen euro.

⁷ Onder meer op basis van "Vade Mecum van de financiële en statistische gegevens over de sociale bescherming in België, FOD Sociale Zekerheid, januari 2014" of "Het 49^{ste} Verslag van het Beheerscomité van de Sociale Zekerheid (juli 2014)".

2.1. In de werknemersregeling

2.1.1. Globaal

Tabel 4 Raming van de meer- of mindkosten veroorzaakt door de maatregelen voor welvaartsvastheid genomen door de Regering voor de periode 2013-2014 - WERKNEMERSREGELING

	2013	2014	2015	2016
spilindex (2004 = 100)	119,62	119,62	119,62	119,62
A. Bruto beschikbare enveloppe 2013-2014 in de werknemersregeling				
Onderverdeeld naar parameters voor het bepalen van de enveloppe				
Verhoging loongrens en minimumrecht per loopbaanjaar met 1,25% op 1.1.2013 en 1.1.2014	11,93	27,70	37,32	45,46
Verhoging van forfaits en minima met 1% op 1.1.2013 en 1.1.2014	139,59	282,89	281,30	285,97
Verhoging andere uitkeringen met 0,5% op 1.1.2013 en 1.1.2014	133,11	252,73	228,21	214,17
Bruto beschikbare enveloppe 2013-2014 in de werknemersregeling (100%)	284,64	563,31	546,83	545,60
Bruto beschikbare enveloppe 2013-2014 in de werknemersregeling (60%)	170,78	337,99	328,10	327,36
Onderverdeeld naar tak in de werknemersregeling				
RVP Pensioenregeling voor werknemers	118,22	235,85	233,81	231,94
ZIV-Uitkeringen in de werknemersregeling	44,02	85,14	77,41	76,51
RKW Kinderbijslag in de werknemersregeling	48,73	97,05	97,36	97,97
FAO en PVM Arbeidsongevallen	2,65	5,59	5,90	6,21
FBZ Beroepsziekten	2,22	4,40	4,49	4,52
RVA Werkloosheidsuitkeringen, met bedrijventoeslag, tijdskrediet	68,80	135,28	127,87	128,46
Bruto beschikbare enveloppe 2013-2014 in de werknemersregeling (100%)	284,64	563,31	546,83	545,60
Bruto beschikbare enveloppe 2013-2014 in de werknemersregeling (60%)	170,78	337,99	328,10	327,36
B. Regeringsmaatregelen die kaderen in de toewijzing van de enveloppe 2013-2014				
	144,13	338,44	354,26	363,64
RVP Pensioenregeling voor werknemers	55,23	141,94	155,67	158,21
ZIV-Uitkeringen in de werknemersregeling	42,15	101,25	107,97	113,49
RKW Kinderbijslag in de werknemersregeling	0,00	0,00	0,00	0,00
FAO en PVM Arbeidsongevallen	1,36	3,95	4,42	4,69
FBZ Beroepsziekten	1,32	3,75	3,83	3,85
RVA Werkloosheidsuitkeringen, met bedrijventoeslag, tijdskrediet	44,07	87,55	82,36	83,39
Marges (+) of meerkost (-) in 2013-2014 na toewijzing van de enveloppe 2013-2014 (60%)	26,66	-0,45	-26,16	-36,28

2.1.2. Naar tak pensioenen

Tabel 5 Pensioenen

	2013	2014	2015	2016
Prestaties, incl. maatregelen van de toegewezen enveloppe 2013-2014	20543	21023	21492	21981
Aantal pensioenen (in duizendtallen)	2033	2067	2106	2146
Toewijzing enveloppe 2013-2014				
Verhoging plafond (voor nieuwe intredes) met 2% op 1.1.2013		0,04	0,11	0,23
Verhoging gewaarborgd minimumpensioen met 1,25% 1.9.2013	12,91	36,90	37,60	38,32
Verhoging minimumrecht per loopbaanjaar met 1,25% op 1.9.2013	0,15	0,89	1,33	1,78
Verhoging vakantiegeld met 5% op 01.05.2013	35,40	35,99	36,67	37,37
Verhoging vakantiegeld met 3,43% en verhoging vakantiegeld en aanvullende toeslag voor laagste uitkeringen met globaal 8,6% op 01.05.2014		37,49	38,20	38,92
Verhoging alle uitkeringen ingegaan 5 jaar geleden (in 2008) met 2% (1.9.2013)	6,77	20,11	19,97	19,83
Verhoging alle uitkeringen ingegaan 5 jaar geleden (in 2009) met 2% (1.9.2014)		5,58	16,75	16,64
Verhoging kleine minima voor werknemers (met 0,8% voor bedrag alleenstaande en 2,51% voor gezinsbedrag) op 01.01.2014		4,94	5,03	5,13
Totaal toegewezen enveloppe 2013-2014	55,23	141,94	155,67	158,21
Theoretische enveloppe 2013-2014				
Loongrens +1,25% op 1.1.2013 en 1.1.2014		0,02	0,10	0,21
Minimumrecht per loopbaanjaar +1,25% op 1.1.2013 en 1.1.2014	0,45	1,34	2,23	3,12
Minimumpensioenen +1% op 1.1.2013 en 1.1.2014	30,99	63,37	64,56	65,79
En +0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2013 en 1.1.2014 (a)	86,78	171,12	166,92	162,81
Totaal theoretische enveloppe 2013-2014 (100%)	118,22	235,85	233,81	231,94
Totaal theoretische enveloppe 2013-2014 (60%)	70,93	141,51	140,28	139,16
Marges (+) of meerkost (-) na toewijzing enveloppe (60%)	15,70	-0,43	-15,39	-19,04

2.1.3. Naar tak ZIV-uitkeringen

Tabel 6 TOTAAL ZIV-UITKERINGEN

	2013	2014	2015	2016
Prestaties inclusief maatregelen van de toegewezen enveloppe 2013-2014	6237,2	6564,6	6991,3	7278,7
Toewijzing enveloppe 2013-2014	42,15	101,25	107,97	113,49
Theoretische enveloppe 2013-2014				
Loongrens +1,25% op 1.1.2013 en 1.1.2014	1,79	4,61	5,68	6,58
Minima en forfait HvD +1% op 1.1.2013 en 1.1.2014	23,94	50,06	52,63	55,27
+0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2013 en 1.1.2014	18,29	30,47	19,10	14,66
Totaal theoretische enveloppe 2013-2014 100%	44,02	85,14	77,41	76,51
Totaal theoretische enveloppe 2013-2014 60%	26,41	51,09	46,44	45,90
Marges (+) of meerkost (-) na toewijzing enveloppe (60%)	-15,7	-50,2	-61,5	-67,6

Merk op dat in de subtakken 'primaire arbeidsongeschiktheid' en 'moederschapsrust' in 2015 een toch wel aanzienlijke daling genoteerd wordt in de lijn " +0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2013 en 1.1.2014" bij de berekening van de theoretische enveloppe. De generatie die in 2014 nog een welvaartsaanpassing kreeg, genereert slechts een kleine kost in 2015, omdat de verblijfsduur in het stelsel van primaire arbeidsongeschiktheid maximum 1 jaar is (wie langer ongeschikt is, vloeit immers door naar het stelsel van invaliditeit) en in het stelsel van moederschapsrust ongeveer 15 weken. De kosten die genoteerd worden in 2015 zijn te wijten aan de generatie die eerder op het einde van 2014 in het stelsel is ingestroomd, en die nog een beperkte verblijfsduur heeft van enkele maanden in 2015. Zij genoten van de welvaartsaanpassing van 2014.

Tabel 7 ZIV-uitkeringen: deel primaire ongeschiktheid

	2013	2014	2015	2016
Prestaties inclusief maatregelen van de toegewezen enveloppe 2013-2014	1556,8	1625,5	1712,2	1755,1
Aantal dagen incl. HvD	34622	35908	36938	37587
Toewijzing enveloppe 2013-2014				
Verhoging plafond met 2% op 1.4.2013	1,38	2,00	2,36	2,33
Verhoging forfait 'hulp van derden' tot 20 euro op 1.4.2013	0,12	0,17	0,17	0,18
Verhoging minima regelmatige werknemer met 1,25% 1.9.2013	0,34	1,06	1,10	1,11
Verhoging minima niet regelmatige werknemer met 2% 1.9.2013	0,29	0,90	0,93	0,95
Totaal toegewezen enveloppe 2013-2014	2,13	4,14	4,55	4,57
Theoretische enveloppe 2013-2014				
Loongrens +1,25% op 1.1.2013 en 1.1.2014	1,15	2,86	2,95	2,91
Minima en forfait HvD +1% op 1.1.2013 en 1.1.2014	1,26	2,62	2,70	2,75
En +0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2013 en 1.1.2014	6,69	8,84	1,92	0,00
Totaal theoretische enveloppe 2013-2014 (100%)	9,09	14,32	7,57	5,66

Tabel 8 ZIV-uitkeringen: deel moederschapsrust

	2013	2014	2015	2016
Prestaties inclusief maatregelen van de toegewezen enveloppe 2013-2014	641,0	648,9	671,7	674,7
Aantal dagen in duizendtallen	10,2	10,3	10,4	10,4
Toewijzing enveloppe 2013-2014				
Verhoging plafond met 2% op 1.4.2013	0,75	0,79	0,69	0,68
Theoretische enveloppe 2013-2014				
Loongrens +1,25% op 1.1.2013 en 1.1.2014	0,35	0,85	0,86	0,85
+0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2013 en 1.1.2014	3,06	3,94	1,07	0,00
Totaal theoretische enveloppe 2013-2014	3,41	4,79	1,92	0,85

Merk op dat de welvaartsaanpassing van 0,5% van 2014 bij 'invaliden' niet enkel nog doorwerkt in 2015 op de generaties die in 2014 een welvaartsaanpassing hebben gekregen, maar ook op de nieuwe generaties die toetreden in invaliditeit. Wie van primaire arbeidsongeschiktheid (in jaar t) na één jaar doorstroomt naar invaliditeit (in jaar t+1) ziet zijn uitkering herberekend op basis van het gederfde loon van t-1 (er gelden immers andere berekeningspercentages dan in primaire arbeidsongeschiktheid). Bij hun nieuwe uitkering wordt rekening gehouden met de welvaartsaanpassing van het jaar t.

Tabel 9 ZIV-uitkeringen: deel invaliditeit

	2013	2014	2015	2016
Prestaties, inclusief maatregelen van de toegewezen enveloppe 2013-2014	4039,4	4290,1	4607,4	4848,9
Aantal dagen (in duizendtallen)	93,9	98,9	104,1	109,5
Toewijzing enveloppe 2013-2014				
Verhoging plafond met 2% op 1.4.2013	0,34	0,95	1,50	2,25
Verhoging forfait 'hulp van derden' tot 20 euro op 1.4.2013	10,55	14,29	15,04	15,82
Verhoging van het vakantiegeld voor invaliden met 66 euro (1.5.2013)	17,77	18,71	19,69	20,71
Verhoging van het vakantiegeld voor invaliden met 100 euro (1.5.2014)	0,00	28,51	30,00	31,56
Verhoging minima regelmatige werknemer met 1,25% 1.9.2013	7,21	22,74	23,93	25,17
Verhoging minima niet regelmatige werknemer met 2% 1.9.2013	2,74	8,64	9,09	9,57
Verhoging uitkeringen 6 jaar geleden ingegaan met 2% (1.9.2013)	0,66	1,81	1,65	1,50
Verhoging uitkeringen 6 jaar geleden ingegaan met 2% (1.9.2014)	0,00	0,67	1,82	1,66
Totaal toegewezen enveloppe 2013-2014	39,27	96,32	102,73	108,24
Theoretische enveloppe 2013-2014				
Loongrens +1,25% op 1.1.2013 en 1.1.2014	0,29	0,89	1,88	2,82
Minima en forfait HvD +1% op 1.1.2013 en 1.1.2014	22,68	47,44	49,93	52,52
+0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2013 en 1.1.2014	8,54	17,70	16,11	14,66
Totaal theoretische enveloppe 2013-2014	31,51	66,03	67,91	69,99

2.1.4. Naar tak werkloosheid

Tabel 10 Werkloosheid

	2013	2014	2015	2016
Prestaties Inclusief maatregelen van de toegewezen enveloppe 2013-2014	9485,3	9350,4	8979,4	8924,4

Toewijzing enveloppe 2013-2014

(sur base des propositions des partenaires sociaux mais avec les dates d'entrée en vigueur effectives)

Minima en forfaitaire bedragen (2% op 1.9.2013)	16,69	51,26	45,45	45,68
Plafond 2% voor de bestaande maxima en de nieuwe intreders op 1.4.2013	25,68	34,59	35,21	36,01
Deeltijds werk met IGU niet meer als werkloosheid tellen	1,70	1,70	1,70	1,70
Totaal toegewezen enveloppe 2013-2014	44,07	87,55	82,36	83,39

Dans les propositions des partenaires sociaux, il y avait également une mesure concernant le chômage temporaire (70% du salaire plafonné au 1er janvier 2013).

Cette mesure est entrée en vigueur au 1er avril 2013 mais elle signifie des économies puisqu'auparavant les chefs de famille et les isolés recevaient 75%.

Seuls les cohabitants voient leur taux de calcul augmenter (de 65% à 70%).

Theoretische enveloppe 2013-2014

Minima en forfaitaire bedragen 1% (loopbaanonderbreking en tijdskrediet inbegrepen)	33,19	66,91	61,22	61,44
Plafond 1.25%	9,46	21,08	28,17	33,90
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0.5%	26,15	47,29	38,48	33,11
Totaal theoretische enveloppe 2013-2014 100%	68,80	135,28	127,87	128,46
Totaal theoretische enveloppe 2013-2014 60%	41,28	81,17	76,72	77,07

Marges (+) of meerkost (-) na toewijzing enveloppe (60%)	-2,79	-6,38	-5,64	-6,32
---	--------------	--------------	--------------	--------------

Een nieuwe maatregel, die de inschakelingsuitkering (de vroegere wachttuitkering) beperkt voor een maximale periode van 36 maanden en die is ingegaan op 1 januari 2012 heeft een impact in 2015: door de strengere beperking in de tijd is er een grote uitstroom van jonge schoolverlaters vanaf 2015. Zowel bij de toewijzing van de enveloppe (2013-2014) voor de 'minima en forfaitaire bedragen' als bij de berekening van de theoretische enveloppe (minima en forfaitaire bedragen) is de daling van de kosten toe te schrijven aan deze uitstroom.

2.1.5. Naar tak kinderbijslag

Tabel 11 Kinderbijslag

	2013	2014	2015	2016
Prestaties (excl. Gewaarborgde bijslag)	4599,5	4641,5	4656,3	4685,2
Aantal rechtgevende kinderen op kinderbijslag (in duizendtallen)	2161,4	2380,8	na	na
Toewijzing enveloppe 2013-2014	0,0	0,0	0,0	0,0
Theoretische enveloppe 2013-2014 (100%)	48,73	97,05	97,36	97,97
Theoretische enveloppe 2013-2014 (60%)	29,24	58,23	58,42	58,78
Marges (+) of meerkost (-) na toewijzing enveloppe (60%)	29,24	58,23	58,42	58,78

2.1.6. Naar tak arbeidsongevallen

Tabel 12 Arbeidsongevallen

	2013	2014	2015	2016
Prestaties FAO incl. maatregelen van de toegewezen enveloppe 2013-2014	239,7	246,9	250,2	258,8
Effectieven FAO in duizendtallen	158,8	163,5	168,4	173,4
Toewijzing enveloppe 2013-2014				
FAO_Verhoging minima 2% 1.9.2013	0,61	1,87	1,90	1,93
FAO_Verhoging alle uitkeringen 0,3% 1.9.2013 (excl. minima en forfaits)	0,15	0,45	0,43	0,41
FAO_Verhoging uitkeringen 6 jaar geleden ingegaan 1.9.2013	0,04	0,14	0,14	0,13
FAO_Verhoging uitkeringen 6 jaar geleden ingegaan 1.9.2014	0,00	0,05	0,16	0,15
PVM_AO_Verhoging loongrens 2% 1.1.2013	0,28	0,57	0,86	1,16
PVM_AO_Verhoging minima 2% 1.9.2013	0,09	0,27	0,28	0,28
PVM_AO_Verhoging alle uitkeringen 0,3% 1.9.2013 (excl. minima en forfaits)	0,14	0,42	0,40	0,38
PVM_AO_Verhoging uitkeringen 6 jaar geleden ingegaan 1.9.2013	0,05	0,14	0,13	0,13
PVM_AO_Verhoging uitkeringen 6 jaar geleden ingegaan 1.9.2014	0,00	0,04	0,13	0,12
Totaal toegewezen enveloppe 2013-2014	1,36	3,95	4,42	4,69
Theoretische enveloppe 2013-2014				
FAO_Minima en forfaitaire bedragen +1% op 1.1.2013 en 1.1.2014	0,92	1,88	1,91	1,94
FAO-+0,5% welvaartsaanpassing overige uitkeringen FAO op 1.1.2013 en 1.1.2014	0,73	1,50	1,44	1,38
PVM_AO_Loongrens +1,25% op 1.1.2013 en 1.1.2014	0,18	0,53	0,91	1,29
PVM_AO_Minima en forfaitaire bedragen +1% op 1.1.2013 en 1.1.2014	0,14	0,28	0,29	0,31
PVM_AO_+0,5% welvaartsaanpassing overige uitkeringen FAO op 1.1.2013 en 1.1.2014	0,69	1,40	1,34	1,29
Totaal theoretische enveloppe 2013-2014 (100%)	2,65	5,59	5,90	6,21
Totaal theoretische enveloppe 2013-2014 (60%)	1,59	3,35	3,54	3,73
Marges (+) of meerkost (-) na toewijzing enveloppe (60%)	0,23	-0,59	-0,88	-0,97

2.1.7. Naar tak beroepsziekten

Tabel 13 Beroepsziekten

	2013	2014	2015	2016
Prestaties incl. maatregelen van de toegewezen enveloppe 2013-2014	269,4	271,8	266,4	263,0
Effectieven (in duizendtallen)	66,3	65,8	65,6	64,4
Toewijzing enveloppe 2013-2014				
Loongrens +2% op 1.1.2013	0,09	0,09	0,18	0,27
Verhoging minima 2% 1.9.2013	1,12	3,32	3,31	3,25
Verhoging niet-minima 0.3% 1.9.2013	0,10	0,28	0,28	0,27
Verhoging uitkeringen 6 jaar geleden ingegaan 1.9.2013	0,02	0,05	0,05	0,05
Verhoging uitkeringen 6 jaar geleden ingegaan 1.9.2014	0,00	0,01	0,01	0,01
Totaal toegewezen enveloppe 2013-2014	1,32	3,75	3,83	3,85
Theoretische enveloppe 2013-2014				
Loongrens +1,25% op 1.1.2013 en 1.1.2014	0,06	0,11	0,23	0,34
Minima en forfaitaire bedragen +1% op 1.1.2013 en 1.1.2014	1,68	3,34	3,32	3,26
En +0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2013 en 1.1.2014	0,48	0,95	0,93	0,91
Totaal theoretische enveloppe 2013-2014 (100%)	2,22	4,40	4,49	4,52
Totaal theoretische enveloppe 2013-2014 (60%)	1,33	2,64	2,69	2,71
Marges (+) of meerkost (-) na toewijzing enveloppe (60%)	0,01	-1,11	-1,14	-1,14

2.2. In de zelfstandigenregeling

2.2.1. Globaal

Tabel 14 Raming van de meer- of mindkosten veroorzaakt door de maatregelen voor welvaartsvastheid genomen door de Regering voor de periode 2013-2014 - ZELFSTANDIGENREGELING
alle bedragen zijn uitgedrukt in miljoen euro, aan index 119,62

	2013	2014	2015	2016
spilindex (2004 = 100)	119,62	119,62	119,62	119,62
A. Bruto beschikbare enveloppe 2011-2012 in de zelfstandigenregeling				
Onderverdeeld naar tak in de zelfstandigenregeling				
RSVZ Pensioenregeling voor zelfstandigen	24,63	50,01	52,36	54,63
ZIV-Uitkeringen in de regeling voor zelfstandigen	3,79	7,76	8,01	8,21
RSVZ Faillissementsverzekering in de regeling voor zelfstandigen	0,15	0,29	0,29	0,30
RSVZ kinderbijslag in de regeling voor zelfstandigen	4,33	8,93	8,61	8,61
Bruto beschikbare enveloppe 2013-2014 in de zelfstandigenregeling (100%)	32,91	67,00	69,28	71,75
Bruto beschikbare enveloppe 2013-2014 in de zelfstandigenregeling (60%)	19,74	40,20	41,57	43,05
B. Regeringsmaatregelen die kaderen in de toewijzing van de enveloppe 2013-2014				
RSVZ Pensioenregeling voor zelfstandigen	9,35	28,64	30,00	31,66
ZIV-Uitkeringen in de regeling voor zelfstandigen	2,48	5,77	6,07	6,30
RSVZ Faillissementsverzekering in de regeling voor zelfstandigen	0,06	0,19	0,19	0,19
RSVZ kinderbijslag in de regeling voor zelfstandigen	0,00	0,00	0,00	0,00
Marges (+) of meerkost (-) in 2013-2014 na toewijzing van de enveloppe 2013-2014 (60%)	7,9	5,6	5,3	4,9

2.2.2. Naar tak pensioenen

Tabel 15 Pensioenen

	2013	2014	2015	2016
Prestaties excl. pensioenbonus, incl. maatregelen van env. 2013-2014	3190,42	3266,41	3316,93	3393,68
Toewijzing enveloppe 2013-2014				
Verhoging minimumpensioen met 1,25% op 1.9.2013				
Verhoging pensioenen ingegaan 5 jaar geleden (in 2008) met 2% (1.9.2013)				
Verhoging pensioenen ingegaan 5 jaar geleden (in 2009) met 2% (1.9.2014)				
Totaal toegewezen enveloppe 2013-2014	9,35	28,64	30,00	31,66
<i>Regeringsmaatregel: Gelijkschakeling met het minimumpensioen gezinsbedrag met dat van werknemers op 1.4.2013 (werd niet opgenomen in de toegewezen enveloppe 2013-2014)</i>				
	9,27	13,86	15,87	16,30
Theoretische enveloppe 2013-2014				
Loongrens +1,25% op 1.1.2013 en 1.1.2014				
Minimumpensioen +1% op 1.1.2013 en 1.1.2014				
En +0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2013 en 1.1.2014				
Totaal theoretische enveloppe 2013-2014 (100%)	24,63	50,01	52,36	54,63
Totaal theoretische enveloppe 2013-2014 (60%)	14,78	30,01	31,42	32,78
Marges (+) of meerkost (-) na toewijzing enveloppe (60%)	5,42	1,37	1,42	1,11

Merk op dat de theoretische enveloppe 2013-2014 voor zelfstandigenpensioenen en de raming van de maatregelen in het kader van deze enveloppe niet overeenstemt met deze uit het advies van CRB-NAR van 28 maart 2013 (beiden geraamd door de RVP). Op vraag van de sociale partners zijn de ramingen in bovenstaande tabel gebaseerd op het model MOSES van het Federaal Planbureau. Op die manier is de raming van de meerkost of marge in 2015-2016 op dezelfde methodologie gebaseerd als de berekening van de bruto welvaartsenveloppe (zie deel 1.2). Voor meer informatie over de verschillen tussen de ramingen van de RVP en het FPB verwijzen we naar de bijlage.

2.2.3. Naar tak ZIV-uitkeringen

Tabel 16 ZIV-uitkeringen

	2013	2014	2015	2016
Prestaties	378,79	393,98	414,64	429,95
Toewijzing enveloppe 2013-2014				
Verhoging van de forfaitaire uitkering arbeidsongeschiktheid met 1,25% (1.9.2013)	0,33	1,01	1,06	1,10
Verhoging van de forfaitaire uitkering invaliditeit zonder stopzetting met 1,25% (1.9.2013)	0,29	0,87	0,92	0,95
Verhoging van de forfaitaire uitkering invaliditeit met stopzetting met 1,25% (1.9.2013)	0,81	2,46	2,59	2,69
Verhoging vergoeding Hulp van derden met 3,43 euro 1.4.2013	1,05	1,43	1,50	1,56
Totaal toegewezen enveloppe 2013-2014	2,48	5,77	6,07	6,30
<i>Regeringsmaatregel: weerslag gelijkshakeling vh minimumpensioen gezinsbedrag met dat van werknemers 1.4.2013 (werd niet opgenomen in de toegewezen enveloppe 2013-2014)</i>				
	0,71	0,97	1,02	1,06
Theoretische enveloppe 2013-2014 (100%)	3,79	7,76	8,01	8,21
Theoretische enveloppe 2013-2014 (60%)	2,28	4,66	4,81	4,93
Marges (+) of meerkost (-) na toewijzing enveloppe (60%)	-0,20	-1,11	-1,27	-1,37

2.2.4. Naar tak RSVZ-faillissementsverzekering

Tabel 17 RSVZ-faillissementsverzekering

	2013	2014	2015	2016
Prestaties incl. maatregelen van toegewezen env. 2013-2014	14,75	14,83	14,80	14,95
Toewijzing enveloppe 2013-2014				
Verhoging van de uitkering faillissementsverzekering met 1,25% op 1.9.2013	0,06	0,19	0,19	0,19
Theoretische enveloppe 2013-2014 (100%)	0,15	0,29	0,29	0,30
Theoretische enveloppe 2013-2014 (60%)	0,09	0,18	0,18	0,18
Marges (+) of meerkost (-) na toewijzing enveloppe (60%)	0,03	-0,01	-0,01	-0,01

2.2.5. Naar tak RSVZ kinderbijslag

Tabel 18 RSVZ-kinderbijslag

	2013	2014	2015	2016
Prestaties	433,47	446,40	430,62	430,60
Toewijzing enveloppe 2013-2014	0,00	0,00	0,00	0,00
Theoretische enveloppe 2013-2014 (100%)	4,33	8,93	8,61	8,61
Theoretische enveloppe 2013-2014 (60%)	2,60	5,36	5,17	5,17
Marges (+) of meerkost (-) na toewijzing enveloppe (60%)	2,60	5,36	5,17	5,17

2.3. In de bijstandsregeling

In de bijstandsregeling bestaat er zowel in 2015 als in 2016 een marge (0,9 miljoen euro in 2015 en 0,8 miljoen euro in 2016 (zie tabel 19)). De verhoging van het leefloon, equivalent leefloon, IVT en IGO, telkens met 2% op 01-09-2013, leiden er toe dat hun forfaitaire bedragen begin 2014 overeenstemmen met de bedragen die bekomen zouden worden volgens de berekeningsregels van de theoretische enveloppe. Hierdoor generen deze uitkeringen per definitie geen meerkost of marge in 2015 en 2016. De marge die ontstaat in 2015-2016 is te wijten aan het feit dat er voor het GIB geen maatregelen genomen werden terwijl het GIB wel opgenomen wordt voor de berekening van de enveloppe.

Zoals in het advies van de CRB-NAR van 28 maart 2013⁸, merken we op dat er bij de berekening van de marge/meerkost geen rekening is gehouden met indirecte uitgaven gelinkt aan het optrekken van het leefloon. Zo is het bedrag van de installatiepremie, een uitkering die eenmalig aan een dakloze kan worden toegekend wanneer hij een woning betreft, gelinkt met het leefloon. De verhoging van het leefloon op 01-09-2013 zou tot een bijkomende uitgave aan de installatiepremie leiden van 0,05 miljoen euro in 2013 en 0,16 miljoen euro in 2014. De financiële weerslag hiervan zou in 2015-2016 jaarlijks 0,16 miljoen bedragen.

De verhoging van de inkomensdrempels van de IT en THAB, met respectievelijk 2% en 1,8% op 01-09-2013, wordt budgetneutraal verondersteld (zie advies van de CRB-NAR van 28 maart 2013) Deze inkomensdrempels werden verhoogd opdat de gerechtigden op een IT of THAB hun uitkering⁹ niet zouden zien verminderen bij een stijging van hun andere sociale uitkeringen.

⁸ "Welvaartsvastheid 2013-2014 – Uitvoering van de wet van 23 december 2005 betreffende het Generatiepact", Advies CRB-NAR 2013-0441, 28 maart 2013.

⁹ De uitkering is bepaald als het verschil tussen het forfaitaire bedrag en de bestaansmiddelen die de inkomensdrempel overschrijden.

Tabel 19 Raming van de meer- of minkosten veroorzaakt door de maatregelen voor welvaartsvastheid genomen door de Regering voor de periode 2013-2014 - BIJSTANDSREGELING
alle bedragen zijn uitgedrukt in miljoen euro, aan index 119,62

	2013	2014	2015	2016
spilindex (2004 = 100)	119,62	119,62	119,62	119,62
A. Bruto beschikbare enveloppe 2013-2014				
(toepassing wettelijke parameter voor theoretische enveloppe, nl. verhoging met 1% op 01-01-2013 en op 01-01-2014 van...)				
Leefloon en equivalent leefloon	8,9	17,9	18,6	18,6
Inkomensvervangende tegemoetkoming voor personen met een handicap (IVT)	9,8	19,8	19,9	20
Inkomensgarantie voor ouderen (IGO) en Gewaarborgd inkomen voor Bejaarden (GIB)	11,3	23,1	23,8	24,1
Totaal	30	60,8	62,2	62,8
B. Maatregelen genomen in 2013-2014 in het kader van de toekenning van de enveloppe				
Leefloon en equivalent leefloon: +2% op 01-09-2013 (a)	5	17,9	18,6	18,6
IVT: +2% op 01-09-2013	6,6	19,8	19,9	20
IT en THAB: verhoging van drempel op vrijstelling van inkomsten met respectievelijk 2% en 1,8% op 01-09-2013 (b)	0	0	0	0
IGO: +2% op 01-09-2013	7,3	22,1	22,9	23,4
Totaal	18,9	59,8	61,3	62
C. Marges (+) of meerkosten (-) van maatregelen genomen in 2013-2014 (B-C)				
Leefloon en equivalent leefloon	3,9	0	0	0
IVT	3,2	0	0	0
IT en THAB	0	0	0	0
IGO en GIB	4	1,1	0,9	0,8
Totaal	11,1	1,1	0,9	0,8

(a) Merk op dat in deze bedragen geen rekening is gehouden met indirecte uitgaven gelinkt aan het optrekken van het leefloon, zoals uitgaven aan de installatiepremie. Door de koppeling van de installatiepremie aan het bedrag van het leefloon voor categorie 3, zou de verhoging van het leefloon op 01-09-2013 tot een bijkomende uitgave aan de installatiepremie leiden van 0,05 miljoen euro in 2013 en 0,16 miljoen euro in 2014. In 2015-2016 zou de financiële weerslag hiervan jaarlijks 0,16 miljoen bedragen.

(b) De verhoging van deze inkomensdrempels waartot inkomsten vrijgesteld zijn bij de berekening van THAB en IT, is budgetneutraal verondersteld aangezien het om een neutraliserende maatregel gaat (zie "Advies welvaartsvastheid 2013-2014, CRB-NAR 2013-0441).

Merk op dat bij de berekening van de meerkost de theoretische enveloppe voor 2013-2014 niet overeenstemt met de theoretische enveloppe in het advies van CRB-NAR van 28 maart 2013. Het verschil tussen beiden ligt bij de geraamde enveloppe voor de IGO. De theoretische enveloppe 2013-2014 uit het advies van CRB-NAR was berekend door het FPB. Gegeven dat voor ruim 80% van de IGO-gerechtigden deze bijstandsuitkering een aanvulling is op het pensioen, hield het FPB hierbij rekening met een groei van de pensioenen (per hypothese een gemiddelde jaarlijkse groei van 1% in 2013-2014). De berekening van de financiële weerslag van de maatregel in het kader van de toekenning van de bijstandsenveloppe 2013-2014 werd berekend door de RVP. Hierbij werd geen rekening gehouden met een toename van pensioenen.

Voor de berekening van de meerkost en marges is het echter essentieel dat dezelfde hypothesen worden gebruikt zowel voor de berekening van de theoretische enveloppe als voor de raming van de financiële weerslag van de maatregelen effectief genomen in het kader van de enveloppe. Indien aan deze voorwaarde voldaan is, dan zullen "fouten" in de raming van de theoretische enveloppe en in de

raming van de kost van de maatregelen genomen in het kader van de enveloppe elkaar compenseren, en dit ongeacht de evolutie van de bestaansmiddelen (behalve wanneer de toekenning van de enveloppe gericht zou zijn op een categorie waarvan de evolutie van de bestaansmiddelen sterk zou afwijken van die van de andere categorieën). Vandaar dat de oorspronkelijke raming van de theoretische enveloppe voor de raming van de meerkost/marge herrekend werd om in overeenstemming te zijn met de methode gebruikt bij de berekening van de maatregel.

3. Annexe - Calcul de l'enveloppe 2015-2016 : pensions des travailleurs indépendants

3.1. La méthode de calcul

Cette note porte sur le montant de l'enveloppe bien-être¹⁰ associée aux pensions des travailleurs indépendants pour l'année 2015 (exclusivement)¹¹. Ce montant est obtenu en calculant le coût budgétaire annuel d'une hausse de 0,5 % des pensions non minimum, de 1 % des pensions minimum et de 1,25 % des plafonds de revenus.

3.2. Les outputs MoSES

Le modèle MoSES est une des composantes du système de modèles MALTESE¹² utilisé par le Bureau fédéral du Plan pour ses projections de long terme. Le modèle MoSES projette la pension moyenne des travailleurs indépendants à l'horizon 2060.

La modélisation des pensions des travailleurs indépendants dans MoSES se fait en niveau mais les outputs finaux sont des taux de croissance, lesquels sont appliqués aux dernières observations disponibles.

Le modèle MoSES reçoit d'autres modèles composant MALTESE une projection du nombre d'indépendants entrant en pension de même que l'évolution du nombre de pensionnés indépendants (par âge et catégorie ONP). Une présentation détaillée de la projection des nombres dépasse le cadre de cette note mais celle-ci tient compte de l'évolution démographique et de la répartition de la population entre différents statuts socio-économiques. Sur base de ces chiffres, MoSES réalise dans son processus de calcul une estimation du nombre de bénéficiaires et du montant moyen de la pension minimum d'une part, du nombre de bénéficiaires et du montant moyen de la pension non-minimum de l'autre.

MoSES calcule la pension moyenne des entrants en pension sur base 122 cas-types de carrière (caractérisé chacun par un profil de revenu moyen) selon les paramètres légaux en vigueur. Le modèle estime ensuite la proportion des entrants en pension bénéficiaires du minimum par type de pension (pur / mixte) et par tranches de durée de carrière (0 à 15 ans, 16 à 25 ans, 26 à 30, 31 à 35, 36 à 40 et 41 à 45). Ces estimations se font sur base du calcul de la pension en comparant pour chacun des 122 cas-type et des durées de carrière la pension résultant du calcul avec le montant minimum. La pension moyenne de ces bénéficiaires du minimum est également estimée (selon les paramètres en vigueur et le poids

¹⁰ La loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations instaure un mécanisme structurel d'adaptation au bien-être des allocations sociales dans le régime des travailleurs salariés, le régime des travailleurs indépendants et les régimes d'assistance sociale. La loi stipule que, dans le régime salarié et dans le régime indépendant, l'enveloppe correspond au minimum aux dépenses qu'engendreraient, pour toutes les branches du régime, une augmentation annuelle de 1,25 % des plafonds salariaux, une augmentation annuelle de 1,25 % du droit minimum par année de carrière, une adaptation annuelle de 1 % des allocations sociales forfaitaires (notamment les minima) et une adaptation annuelle de 0,5 % des autres allocations sociales de remplacement.

¹¹ L'enveloppe bien-être globale se calcule sur base de hausses bisannuelles (2015-2016 par exemple).

¹² On trouvera un aperçu détaillé du système de modèles MALTESE dans Perspectives Financières de la Sécurité Sociale 2000-2050, Bureau fédéral du Plan – 2002 (<http://www.plan.be/admin/uploaded/200605091448069.PP091fr.pdf>)

respectif des cas-types). La pension des entrants ne bénéficiant pas du minimum est calculée de manière similaire et la pension moyenne des entrants est égale à la moyenne pondérée des pensions minimum et non minimum.

En ce qui concerne le stock, le modèle MoSES estime par âge et catégorie ONP le nombre de bénéficiaires du minimum et leur pension moyenne d'une part, le nombre de bénéficiaires de la pension non minimum et leur pension moyenne de l'autre. La répartition de départ entre bénéficiaire du minimum et du non minimum (par âge et catégorie ONP) se base sur des observations de l'ONP. Elle évolue ensuite en fonction des entrées et des sorties du régime tels que modélisés par MoSES. Les pensions moyennes sont calculées en fonction des paramètres législatifs en vigueur et de l'évolution démographique du stock.

Comme de nombreux bénéficiaires de pension ne disposent pas d'une carrière complète, la pension moyenne des bénéficiaires de pension minimum est inférieure à la pension minimum pour une carrière complète. La hausse de 1 % de la pension minimum est appliquée cette pension moyenne (plus basse). De même, la plupart des indépendant(e)s ne bénéficiant pas de la pension minimum ont une carrière inférieure au 2/3 de carrière complète et plus courte que la moyenne. Leur pension moyenne est donc inférieure à la pension moyenne de l'ensemble des indépendants. La hausse de 0,5 % des pensions non forfaitaires est appliquée à cette pension moyenne plus basse.

Tableau 20 Calcul de l'enveloppe par le modèle MoSES

Montant de l'enveloppe 2015 - pensions des indépendants (en millions d'euros)	MoSES
Hausse 1 % pension minimum	24,49
Hausse 0,5 % pension non minimum	3,03
Hausse 1,25 % plafond	0,13
Total	27,53

3.3. Les données ONP

L'ONP nous a communiqué des données reprenant les nombres et montants mensuels moyens tels qu'observés au 1er janvier 2011, 2012, 2013 et 2014. Les chiffres pour 2014 sont repris dans le tableau suivant.

Tableau 21 Données ONP - nombres de pension et pensions moyennes

	Nombre ¹³	Pension moyenne ¹⁴	Dépense annuelle ¹⁵
Pensions non minimum	275781	222,3	736
Pensions de retraite	240798	216,8	626
Pensions de survie	34983	260,4	109
Pensions minimum	272932	728,7	2387
Pensions de retraite	190411	725,2	1657
Pensions de survie	82521	736,7	730
Pensions globales	548713	474,2	3122

Sur base de ces chiffres, nous avons réalisé une estimation de la partie de l'enveloppe 2015 calculée sur les hausses des pensions minimum et non minimum en se basant sur les dernières observations disponibles de janvier 2014.

Hausse de 1 % des pensions minimum : $0,01 * 2387 = 23,87$ millions d'euros

Hausse de 0,5 % des pensions non minimum: $0,005 * 736 = 3,68$ millions d'euros

La hausse des plafonds engendre un coût nettement plus faible estimé par l'INASTI à 6 923 euros pour 2015 (arrondi à 0,01 million d'euros). Nous reprendrons ce montant dans un premier temps.

Total du coût annuel : $23,87 + 3,68 + 0,01 = 27,56$ millions d'euros.

Naturellement, ce premier calcul suppose que ni le nombre ni la pension moyenne n'évoluent au cours de l'année 2014. Pour affiner l'estimation, nous supposerons une croissance annuelle du nombre égal à la moyenne des croissances annuelles des 3 dernières années (1,66 % - notez que le modèle MoSES prévoit une croissance de 1 %), une indexation de 2 % et une croissance de la pension moyenne hors indexation et adaptation de 0,7 % (taux de croissance retenu dans MoSES). On obtient un montant de $27,56 * 1,0166 * 1,02 * 1,007 = 28,78$ millions d'euros.

Hausse de 1 % des pensions minimum : $1,0166 * 1,02 * 0,01 * 1,007 * 2387 = 24,92$ millions d'euros

Hausse de 0,5 % des pensions non minimum : $1,0166 * 1,02 * 0,005 * 1,007 * 736 = 3,85$ millions d'euros

Hausse de 1,25 % des plafonds : 0,01 millions d'euros (estimation INASTI)

Total du coût annuel : $24,92 + 3,85 + 0,01 = 28,78$ millions d'euros

¹³ Nombre au 1er janvier 2014, notez qu'il s'agit du nombre de pensions comprenant les doubles comptages des pensionnés bénéficiant à la fois d'une pension de retraite et d'une pension de survie (doubles comptages estimés à 5,6 % du total).

¹⁴ Montant moyen mensuel au 1er janvier 2014

¹⁵ Montant extrapolé en multipliant par 12 le montant moyen mensuel et en le multipliant ensuite par le nombre de pensions au 1er janvier

Tableau 22 Comparaison des résultats

Montant de l'enveloppe 2015 - pensions des indépendants (en millions d'euros)	MoSES	DATA ONP
Hausse 1 % pension minimum	24,49	24,92
Hausse 0,5 % pension non minimum	3,03	3,85
Hausse 1,25 % plafond	0,13	0,01
Total	27,53	28,78

Le montant estimé sur base des données ONP est plus élevé de 1,25 millions d'euros par rapport au montant calculé par MoSES. Cette différence s'explique probablement par le fait que les nombres et pensions moyennes des bénéficiaires de minimum dans MoSES sont des estimations du modèle et non pas des observations. La différence n'est cependant pas significative.

3.4. Écart avec les calculs ONP - tentative d'explication

L'écart entre le montant de l'enveloppe calculée par l'ONP et celle calculée par le BFP est pour 2015 de 4,59 millions. La différence réside essentiellement dans l'estimation du coût budgétaire de la hausse de 1 % de la pension minimum.

Tableau 23 Comparaison des résultats BFP et ONP

Montant de l'enveloppe 2015 - pensions des indépendants (en millions d'euros)	BFP (MoSES)	BFP (estim)	ONP
Hausse 1 % pension minimum	24,49	24,92	28,83
Hausse 0,5 % pension non minimum	3,03	3,85	3,29
Hausse 1,25 % plafond	0,13	0,01	0,01
Total	27,53	28,78	32,12

Il est possible que les différences constatées aient leur source dans les deux effets particuliers présentés ci-dessous.

Le premier effet provient du différentiel de hausse entre minimum (1 %) et non minimum (0,5 %). Quand la pension minimum augmente plus rapidement que la pension non minimum, il se peut que des pensionnés qui bénéficiaient avant la hausse d'une pension supérieure au minimum se retrouvent après la hausse, du fait du différentiel de croissance, bénéficiaires du minimum (celui-ci étant devenu supérieur à leur pension). Ce transfert des pensionnés du stock entre bénéficiaires d'une pension non-minimum et bénéficiaires du minimum n'est actuellement pas modélisé par MoSES. Nous estimons cependant qu'il ne concerne que peu de personnes : la plupart des indépendants qui ne bénéficient pas du minimum ne remplissent pas les conditions de carrière (2/3 de carrière complète pour pouvoir bénéficier de la pension minimum). Pour ceux-là, une hausse du minimum n'aura aucun effet. Les indépendants qui sont dans les conditions de carrière et qui ne bénéficient pas du minimum sont en général des professions libérales qui touchent la pension maximale ou peu s'en faut. Dans la plupart des cas, le différentiel de hausse n'est pas suffisant pour que le minimum dépasse la pension payée. L'effet est donc assez faible mais il est possible que la différence constatée dans le calcul du montant de l'enveloppe pour les pensions non minimum (0,26 millions d'euros) vienne de là.

Le second effet concerne les carrières mixtes (soit les bénéficiaires d'une pension dans le régime salarié et d'une pension dans le régime indépendant). En cas de carrière mixte et dans le cas où la partie indépendante de la pension se trouve au minimum, la règle de cumul stipule que la somme des deux pensions (salarié et indépendant) ne peut dépasser le montant de la pension minimum du régime indépendant pour une carrière complète. Dans le cas où cette somme s'avère supérieure, la pension versée par le régime indépendant est « limitée ».

Exemple (tiré du site de l'INASTI)

Monsieur X prétend à une pension minimum de travailleur indépendant de 11 316,70 euros l'an et à une pension de travailleur salarié de 1 687,12 euros l'an. Le total de ces 2 pensions (13 003,82 euros) dépasse le plafond (la pension minimum pour une carrière complète soit 12 731,9 euros) à raison de 272,53 euros. La pension minimum de travailleur indépendant est donc limitée à 11 044,17 euros.

Dans le cas bien particulier de ces carrières mixtes, une hausse de la pension minimum de 1 % implique une hausse du montant moyen plus que proportionnelle car la hausse de 1 % s'applique à la pension minimum et non au montant limité (cf. exemple).

Suite de l'exemple (calcul BFP)

Supposons que la pension minimum du régime indépendant soit augmentée de 1 %, le plafond est dans ce cas égal à $12\,731,9 \times 1,01$ soit 12 858,6 euros et, si on suppose que la pension du régime salarié reste au même niveau, la pension minimum du régime indépendant versée à monsieur X devient $12\,858,6 - 1\,687,12$ soit 11 171,5 euros, soit une hausse de 1,4 % (au lieu des 1 %).

Il faut noter qu'une hausse simultanée de la pension du régime salarié a dans ce cas un effet sur le coût de la hausse de la pension minimum dans le régime indépendant.

Fin de l'exemple (calcul BFP)

Si la pension du régime salarié augmente de 0,5 % simultanément à la hausse de 1 % de la pension minimum, la pension minimum versée à monsieur X devient $12\,858,6 - 1\,695,6$ soit 11 163,0 euros, soit une hausse de 1,2 % (au lieu des 1,4 % ci-dessus).

Sur base des données reçues de l'ONP, le nombre de pensions mixtes limitées atteindrait 23 % de toutes les pensions minimum et la hausse de celles-ci en conséquence d'une hausse de 1 % de la pension minimum devrait atteindre les 1,8 % pour obtenir le coût proposé par l'ONP. Cela pourrait expliquer l'écart entre le résultat de la simulation MoSES et le calcul de l'ONP.

Le modèle MoSES est un modèle méso-économique destiné à établir des prévisions budgétaires s'insérant dans un cadre macroéconomique global. Malgré une ventilation assez fine des pensionnés du régime indépendant, il ne peut prendre en compte des effets aussi complexes dont certains requièrent une modélisation poussée des interactions avec les autres régimes de pension. Cela nécessiterait une extension très importante des banques de données dans une direction détailliste difficilement compatible avec la vocation macroéconomique et macrobudgétaire du modèle MALTESE dans son ensemble.

ANNEXE 2

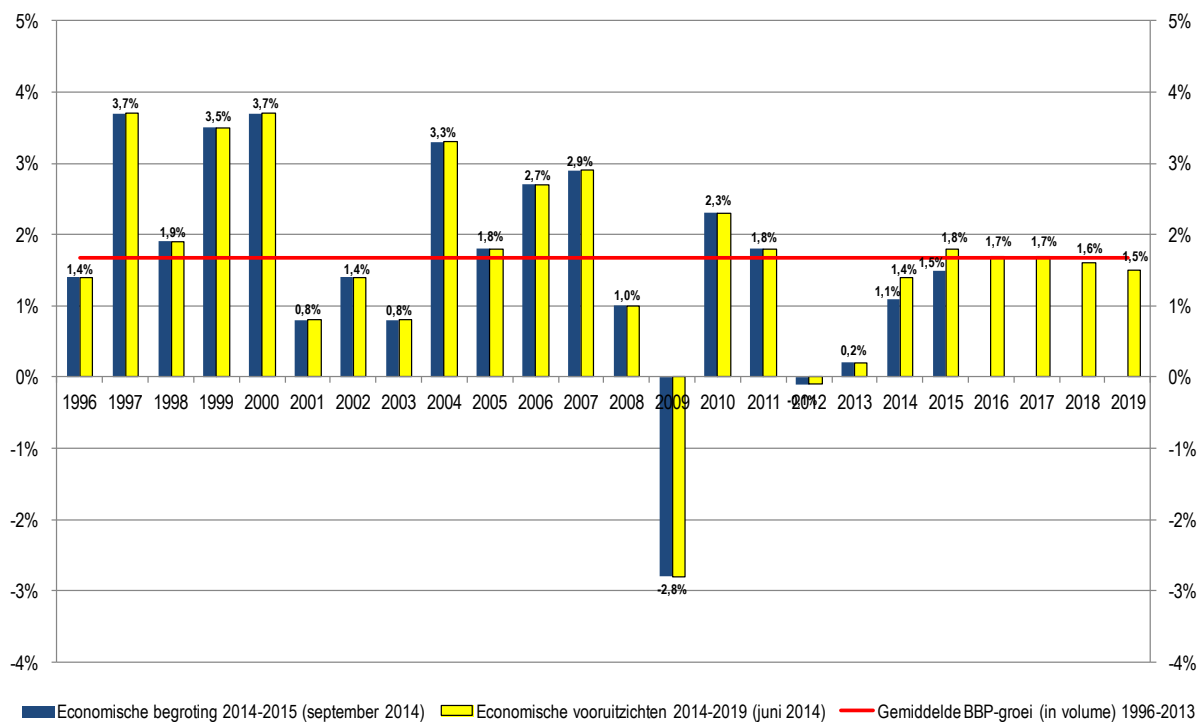
FACTEURS CONTEXTUELS

Novembre 2014

« CONTEXTFACTOREN » - Welvaartsvastheid 2015-2016

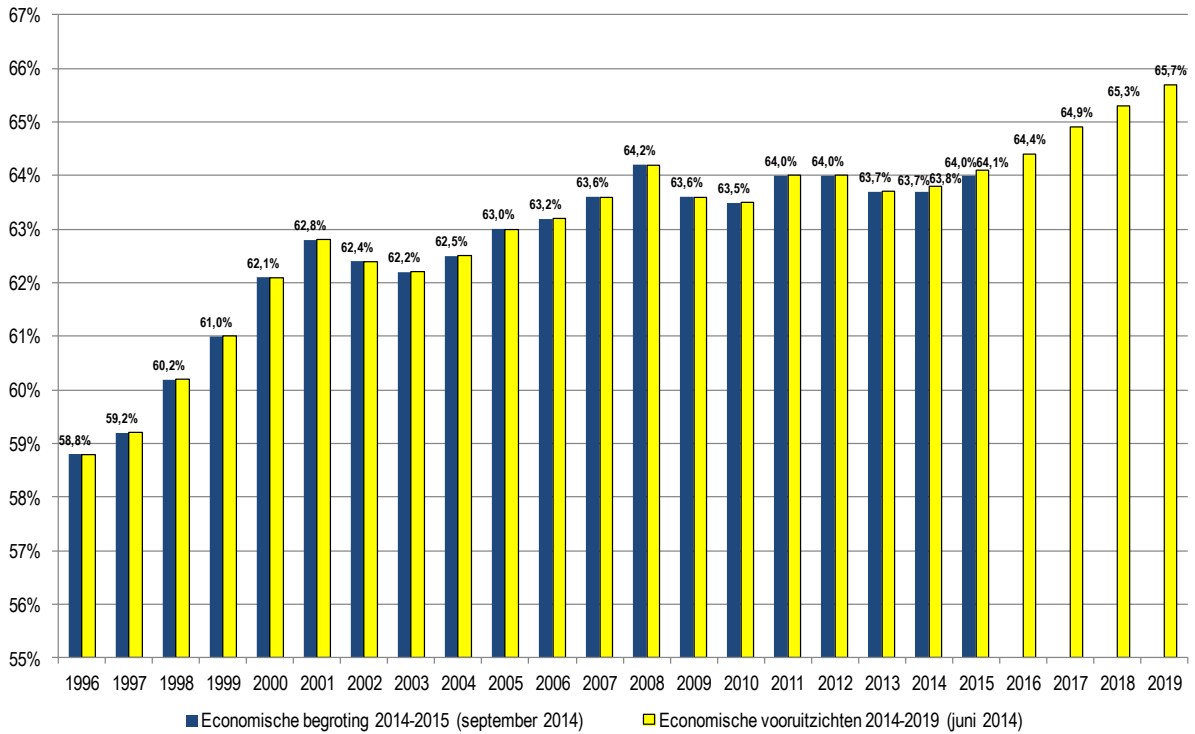
1. Economische groei

Evolutie van de BBP-groei (in volume) sinds 1996 en vooruitzichten tot 2019



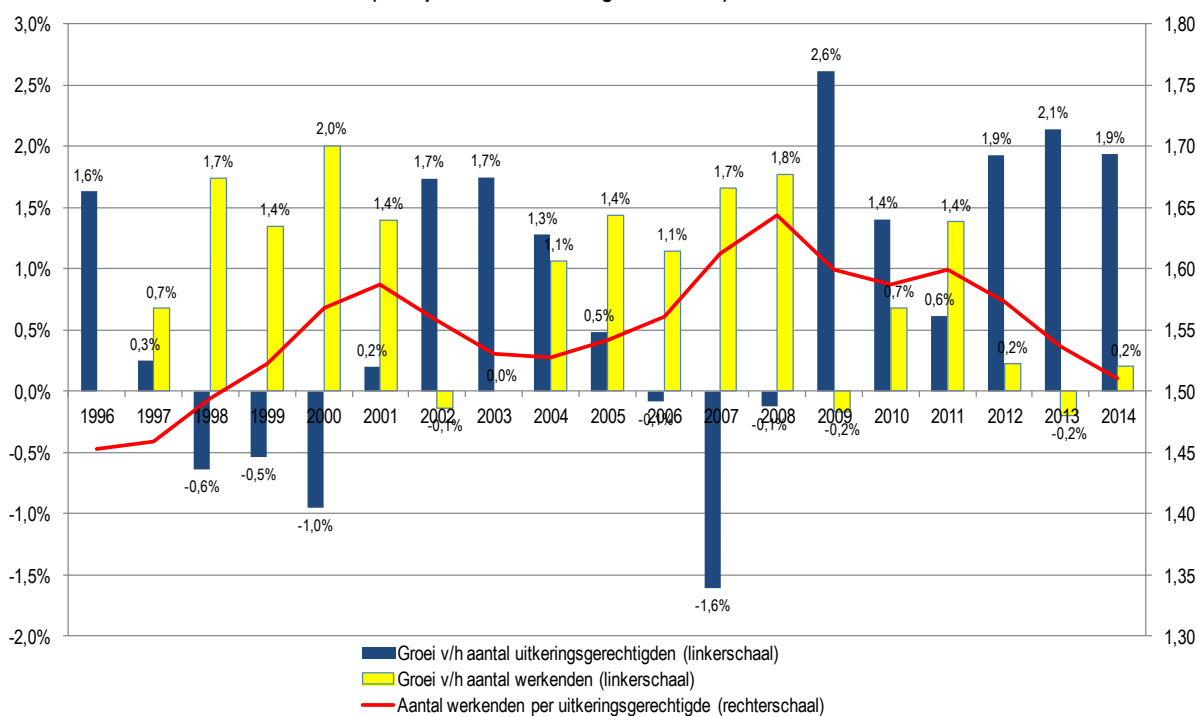
2. Werkgelegenheidsgraad

Evolutie van de werkgelegenheidsgraad sinds 1996 en vooruitzichten tot 2019



3. Verhouding tussen het aantal uitkeringstrekkers en het aantal werkenden

Evolutie van het aantal werkenden en gerechtigden op een inkomensvervangende uitkering (excl. primaire arbeidsongeschiktheid) sinds 1996



Bron: Federaal Planbureau

MERK OP: het aantal uitkeringsgerechtigden houdt geen rekening met de primaire arbeidsongeschikten aangezien er geen gegevens beschikbaar zijn op maandbasis voor het berekenen van een jaargemiddelde.

3. Verhouding tussen het aantal uitkeringstrekkers en het aantal werkenden

1. UITKERINGSGERECHTIGDEN																				
1.a AANTAL																				
<i>(gemiddeld op maandbasis, in duizendtallen)</i>																				
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Werknemersregeling	2353,288	2394,967	2401,468	2385,017	2371,346	2348,236	2356,436	2405,171	2456,33	2494,256	2508,311	2507,228	2463,174	2459,005	2530,35	2568,68	2583,95	2635,332	2694,201	2748,484
Pensioenen	1375,812	1395,283	1406,834	1414,057	1423,827	1425,218	1425,551	1434,206	1438,389	1443,12	1453,741	1459,836	1468,216	1488,036	1503,103	1518,325	1549,007	1584,207	1616,008	1646
Invaliditeit	172,454	173,498	174,692	176,91	179,811	181,34	186,313	191,028	197,116	202,546	206,496	212,209	219,753	227,919	238,681	251,572	263,717	276,524	289,561	305,662
Werklozen	649,088	670,55	668,93	648,485	624,224	599,488	604,737	643,79	684,558	710,11	710,075	695,286	633,517	600,663	645,684	653,776	627,728	636,27	654,509	666,36
Werklozen met bedrijfsbeslag	135,357	135,486	130,692	123,742	118,575	114,478	109,95	106,482	107,915	109,869	109,018	111,069	113,618	115,347	117,529	120,322	119,218	115,042	111,347	108,218
Volijds tijdskrediet/loopbaanonderbreking	20,577	20,15	20,32	21,823	24,909	27,712	29,885	29,665	28,352	28,611	28,981	28,828	28,07	27,04	25,353	24,685	24,28	23,289	22,776	22,244
Zelfstandigenregeling	317,896	319,776	320,125	319,332	318,493	315,941	313,095	310,816	307,096	304,514	304,078	302,837	301,783	302,539	303,485	305,048	307,539	311,95	316,125	320,203
Pensioenen	300,74	302,937	303,589	302,955	302,296	299,855	297,038	294,727	290,581	287,599	286,89	285,192	283,615	284,062	284,479	285,25	287,313	291,334	294,884	298,16
Invaliditeit	17,156	16,839	16,536	16,377	16,197	16,086	16,057	16,089	16,515	16,915	17,188	17,645	18,168	18,477	19,006	19,798	20,226	20,616	21,241	22,043
Totaal	2671,184	2714,743	2721,593	2704,349	2689,839	2664,177	2669,531	2715,987	2763,426	2798,77	2812,389	2810,065	2764,957	2761,544	2833,835	2873,728	2891,489	2947,282	3010,326	3068,687
1.b GROEI																				
<i>(in %)</i>																				
Werknemersregeling		1,8%	0,3%	-0,7%	-0,6%	-1,0%	0,3%	2,1%	2,1%	1,5%	0,6%	0,0%	-1,8%	-0,2%	2,9%	1,5%	0,6%	2,0%	2,2%	2,0%
Pensioenen		1,4%	0,8%	0,5%	0,7%	0,1%	0,0%	0,6%	0,3%	0,3%	0,7%	0,4%	0,6%	1,3%	1,0%	1,0%	2,0%	2,3%	2,0%	1,9%
Invaliditeit		0,6%	0,7%	1,3%	1,6%	0,9%	2,7%	2,5%	3,2%	2,8%	2,0%	2,8%	3,6%	3,7%	4,7%	5,4%	4,8%	4,9%	4,7%	5,6%
Werklozen		3,3%	-0,2%	-3,1%	-3,7%	-4,0%	0,9%	6,5%	6,3%	3,7%	0,0%	-2,1%	-8,9%	-5,2%	7,5%	1,3%	-4,0%	1,4%	2,9%	1,8%
Werklozen met bedrijfsbeslag		0,1%	-3,5%	-5,3%	-4,2%	-3,5%	-4,0%	-3,2%	1,3%	1,8%	-0,8%	1,9%	2,3%	1,5%	1,9%	2,4%	-0,9%	-3,5%	-3,2%	-2,8%
Volijds tijdskrediet/loopbaanonderbreking		-2,1%	0,8%	7,4%	14,1%	11,3%	7,8%	-0,7%	-4,4%	0,9%	1,3%	-0,5%	-2,6%	-3,7%	-6,2%	-2,6%	-1,6%	-4,1%	-2,2%	-2,3%
Zelfstandigenregeling		0,6%	0,1%	-0,2%	-0,3%	-0,8%	-0,9%	-0,7%	-1,2%	-0,8%	-0,1%	-0,4%	-0,3%	0,3%	0,3%	0,5%	0,8%	1,4%	1,3%	1,3%
Pensioenen		0,7%	0,2%	-0,2%	-0,2%	-0,8%	-0,9%	-0,8%	-1,4%	-1,0%	-0,2%	-0,6%	-0,6%	0,2%	0,1%	0,3%	0,7%	1,4%	1,2%	1,1%
Invaliditeit		-1,8%	-1,8%	-1,0%	-1,1%	-0,7%	-0,2%	0,2%	2,6%	2,4%	1,6%	2,7%	3,0%	1,7%	2,9%	4,2%	2,2%	1,9%	3,0%	3,8%
Totaal		1,6%	0,3%	-0,6%	-0,5%	-1,0%	0,2%	1,7%	1,7%	1,3%	0,5%	-0,1%	-1,6%	-0,1%	2,6%	1,4%	0,6%	1,9%	2,1%	1,9%
2. WERKENDE																				
2.a AANTAL																				
<i>(gemiddeld op maandbasis, in duizendtallen)</i>																				
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
		3944,8	3971,5	4040,8	4095,4	4177,6	4236,2	4230,5	4230,5	4275,4	4337	4386,7	4459,7	4538,9	4531,2	4562,2	4625,4	4635,9	4626,5	4635,9
2.b GROEI																				
<i>(in %)</i>																				
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
			0,7%	1,7%	1,4%	2,0%	1,4%	-0,1%	0,0%	1,1%	1,4%	1,1%	1,7%	1,8%	-0,2%	0,7%	1,4%	0,2%	-0,2%	0,2%
3. AANTAL WERKENDE PER UITKERINGSGERECHTIGDE																				
<i>(gemiddeld op maandbasis, in duizendtallen)</i>																				
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
		1,45	1,46	1,49	1,52	1,57	1,59	1,56	1,53	1,53	1,54	1,56	1,61	1,64	1,60	1,59	1,60	1,57	1,54	1,51

4. Rekeningen van de sociale zekerheid

4.a Sociale zekerheid van de werknemers: Monitoringcomité (JULI 2014)

	En millions EUR					En %					
	In miljoen EUR					In %					
	2015 Mon. juillet Mon. juli (1)	2016 Mon. juillet Mon. juli (2)	2017 Mon. juillet Mon. juli (3)	2018 Mon. juillet Mon. juli (4)	2019 Mon. juillet Mon. juli (5)	2016 / 2015 Différence Vershil (2) vs. (1)	2017 / 2016 Différence Vershil (3) vs. (2)	2018 / 2017 Différence Vershil (4) vs. (3)	2019 / 2018 Différence Vershil (5) vs. (4)	2015 - 2019 Moyenne Gemiddeld (5) vs. (1)	
Cotisations	47 641	49 695	51 302	53 079	54 745	4,3	3,2	3,5	3,1	3,5	Bijdragen
Gestion globale	46 536	48 563	50 139	51 883	53 516	4,4	3,2	3,5	3,1	3,6	Globaal beheer
Cotisations sociales	44 352	46 340	47 874	49 574	51 157	4,5	3,3	3,6	3,2	3,6	Sociale bijdragen
Mesures de gouvernement	86	88	90	91	93	2,1	1,9	2,0	1,8	2,0	Regeringsmaatregelen
Cotisations spécifiques	2 098	2 135	2 176	2 218	2 266	1,7	1,9	2,0	2,2	1,9	Specifieke bijdragen
Cotisations des organismes	1 105	1 132	1 163	1 196	1 229	2,5	2,8	2,8	2,8	2,7	Bijdragen instellingen
Dotation de l'État	8 047	8 027	8 135	8 259	8 375	-0,2	1,3	1,5	1,4	1,0	Staatstoelage
ONSS-gestion globale	6 413	6 502	6 600	6 705	6 813	1,4	1,5	1,6	1,6	1,5	RSZ-globaal beheer
Dotation équilibre	0	0	0	0	0						Bijzondere staatstoelage
Entités fédérées	1 498	1 524	1 535	1 553	1 562	1,7	0,7	1,2	0,6	1,0	Gefedereerde entiteiten
Secteurs	136	0	0	0	0	-99,9	-10,3	-9,7	-9,8	-83,9	Sectoren
Financement alternatif	10 278	10 276	10 665	10 863	11 512	0,0	3,8	1,9	6,0	2,9	Alternatieve financiering
Gestion globale	10 278	10 276	10 665	10 863	11 512	0,0	3,8	1,9	6,0	2,9	Globaal beheer
<i>dont INAMI-Soins de santé</i>	0	0	0	0	243						<i>waarvan RIZIV-</i>
Organismes	0	0	0	0	0						<i>Geneeskundige verzorging</i>
<i>Instellingen</i>											
Recettes affectées	1 432	1 470	1 511	1 550	1 597	2,6	2,8	2,6	3,0	2,8	Toegewezen ontvangsten
Transferts externes	568	559	555	550	546	-1,6	-0,7	-0,9	-0,8	-1,0	Externe overdrachten
Produit des placements	239	249	258	269	279	3,9	3,9	4,0	4,0	4,0	Opbrengsten beleggingen
Gestion globale	236	246	255	266	276	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	Globaal beheer
Organismes	3	3	3	3	3	1,0	0,6	6,4	9,8	4,4	Instellingen
Divers	184	166	166	166	166	-10,1	0,0	0,1	0,1	-2,6	Diversen
Gestion globale	0	0	0	0	0						Globaal beheer
Organismes	184	166	166	166	166	-10,1	0,0	0,1	0,1	-2,6	Instellingen
Fraude sociale	0	0	0	0	0						Sociale fraude
Total des recettes	68 389	70 440	72 591	74 736	77 220	3,0	3,1	3,0	3,3	3,1	Totaal ontvangsten
Prestations	40 212	41 580	42 997	44 738	46 597	3,4	3,4	4,0	4,2	3,8	Uitkeringen
Enveloppe bien-être	303	597	896	1 209	1 533	96,9	49,9	34,9	26,8	49,9	Welvaartsenveloppe
INAMI-Indemnités	6 991	7 363	7 756	8 190	8 640	5,3	5,3	5,6	5,5	5,4	RIZIV-Uitkeringen
ONP	23 182	24 028	24 871	25 927	27 064	3,7	3,5	4,2	4,4	3,9	RVP
ONAFTS	0	0	0	0	0						RKW
FAT	220	228	236	245	253	3,7	3,5	3,5	3,3	3,5	FAD
FMP	272	271	269	265	266	-0,2	-1,0	-1,3	0,4	-0,5	FBZ
ONEm	9 232	9 081	8 959	8 891	8 830	-1,6	-1,3	-0,8	-0,7	-1,1	RVA
Interruption de carrière	830	699	705	723	740	-15,7	0,9	2,4	2,4	-2,8	Loopbaanonderbreking
Chômage	6 916	6 974	6 884	6 779	6 661	0,8	-1,3	-1,5	-1,7	-0,9	Werkloosheid
Chômage avec complément d'entreprise	1 486	1 407	1 370	1 390	1 429	-5,3	-2,7	1,4	2,8	-1,0	Werkloosheid met bedrijfs toeslag
Mineurs	2	1	1	1	1	-5,1	-5,8	-0,8	-4,4	-4,1	Mijnwerkers
Marins	9	9	10	10	10	1,3	1,4	1,6	1,7	1,5	Zeelieden
Frais de paiement	3	3	3	3	3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Betalingskosten
Frais de gestion	1 132	1 129	1 140	1 157	1 172	-0,3	0,9	1,5	1,3	0,9	Beheerskosten
Gestion globale	170	172	174	178	180	1,5	1,1	1,9	1,5	1,5	Globaal beheer
Organismes	962	957	965	979	992	-0,6	0,9	1,4	1,3	0,7	Instellingen
Economies non réparties	0	0	0	0	0						Niet-verdeelde besparingen
Transferts	24 172	25 255	26 286	27 101	28 281	4,5	4,1	3,1	4,4	4,0	Overdrachten
hors Gestion globale	829	816	849	852	885	-1,6	4,0	0,3	3,9	1,6	Buiten Globaal beheer
Organismes	1 499	1 524	1 573	1 500	1 544	1,7	3,2	-4,6	2,9	0,7	Instellingen
INAMI-Soins de santé	21 844	22 914	23 865	24 749	25 853	4,9	4,1	3,7	4,5	4,3	RIZIV-Geneskundige verzorging
Intérêts sur emprunts	10	28	45	63	70	166,7	62,5	38,5	11,1	60,7	Interesten op leningen
Divers	101	100	101	102	103	-0,8	0,9	1,1	1,1	0,6	Diversen
<i>dont titres-services</i>	0	0	0	0	0						<i>waarvan dienstencheques</i>
Fraude sociale	0	0	0	0	0						Sociale fraude
Total des dépenses	65 630	68 095	70 572	73 163	76 226	3,8	3,6	3,7	4,2	3,8	Totaal uitgaven
Solde	2 759	2 345	2 019	1 573	994	-15,0	-13,9	-22,1	-36,8	-22,5	Saldo
Diminution financement fédéral	-8.707	-8.829	-8.961	-9.105	-9.250	-1,4	-1,5	-1,6	-1,6	-1,5	Vermindering federale financiering
Solde après diminution financement fédéral	-5.948	-6.483	-6.942	-7.532	-8.256	-9,0	-7,1	-8,5	-9,6	-8,5	Saldo na vermindering federale financiering

4. Rekeningen van de sociale zekerheid

4.a Sociale zekerheid van de werknemers: Monitoringcomité (SEPTEMBER 2014)

	En millions EUR				En millions EUR		En %		
	In miljoen EUR				In miljoen EUR		In %		
	2014	2014	2015	2015	Différence	Différence	Différence	Différence	
	Mon. juillet	Mon. sept	Mon. juillet	Mon. sept	-	-	-	-	
				Vershil	Vershil	Vershil	Vershil		
	Mon. juli	Mon. sept	Mon. juli	Mon. sept	(2) vs. (1)	(4) vs. (3)	(2) vs. (1)	(4) vs. (3)	
	(1)	(2)	(3)	(4)					
Cotisations	45 721	45 556	47 641	47 221	- 165	- 420	-0,4	-0,9	Bijdragen
Cotisations sociales	42 429	42 238	44 367	43 921	- 191	- 446	-0,4	-1,0	Sociale bijdragen
Majorations et intérêts de retard	84	87	86	86	2	0	2,7	-0,1	Opslagen en verwijlinteressen
Cotisations spécifiques	3 208	3 231	3 188	3 214	23	27	0,7	0,8	Specifieke bijdragen
					0	0			
Dotation de l'État	11 900	11 891	8 047	8 044	- 8	- 3	-0,1	0,0	Staatstoelage
ONSS-gestion globale	6 346	6 338	6 549	6 546	- 8	- 3	-0,1	0,0	RSZ-globaal beheer
Dotation équilibre	5 554	5 554	0	0	0	0	0,0		RSZ-globaal beheer - Bijzondere staatstoelage
Entités fédérées	0	0	1 498	1 498	0	0		0,0	Gefedereerde entiteiten
Financement alternatif	12 033	11 981	10 278	10 204	- 52	- 73	-0,4	-0,7	Alternatieve financiering
TVA	9 327	9 273	9 117	8 989	- 54	- 129	-0,6	-1,4	BTW
Précompte mobilier	700	702	755	736	2	- 19	0	- 2	Roerende voorheffing
Stock options	150	150	154	154	0	0	0,0	0,0	Stock options
Accises tabac	62	62	64	64	0	0	0,0	0,0	Accijzen tabak
Article 24 § 1 quater	1 582	1 582	0	74	0	74	0,0		Artikel 24 § 1 quater
Autre	211	211	189	189	0	0	0,0	0,0	Andere
					0	0			
Recettes affectées	1 413	1 414	1 432	1 431	2	- 1	0,1	-0,1	Toegewezen ontvangsten
Transferts externes	788	788	568	568	0	0	0,0	0,0	Externe overdrachten
Produit des placements	235	235	239	239	0	0	0,0	0,0	Opbrengsten beleggingen
Divers	699	699	184	184	0	0	0,0	0,0	Diversen
Total des recettes	72 788	72 563	68 389	67 893	- 225	- 497	-0,3	-0,7	Totaal ontvangsten
					0,0	0,0			
Prestations	43 992	43 812	40 212	40 127	- 180	- 85	-0,4	-0,2	Uitkeringen
Enveloppe bien-être	0	0	303	302	0	- 1		-0,3	Welvaarsenveloppe
INAMI-Indemnités	6 565	6 600	6 991	7 027	35	36	0,5	0,5	RIZIV-Uitkeringen
ONP	22 228	22 228	23 182	23 115	0	- 67	0,0	-0,3	RVP
ONAFTS	4 882	4 882	0	0	0	0	0,0	0,0	RKW
FAT	214	214	220	220	0	0	0,0	-0,2	FAO
FMP	272	272	272	271	0	- 1	0,0	-0,3	FBZ
ONEm	9 821	9 606	9 232	9 180	- 215	- 52	-2,2	-0,6	RVA
Mineurs	2	2	2	2	0	0	0,0	-0,3	Mijnwerkers
Marins	9	9	9	9	0	0	0,0	-0,3	Zeelieden
					0	0			
Frais de paiement	3	3	3	3	0	0	0,0	0,0	Betalingskosten
Frais de gestion	1 293	1 293	1 132	1 132	0	0	0,0	0,0	Beheerskosten
Transferts	25 179	25 179	24 172	24 060	0	- 112	0,0	-0,5	Overdrachten
INAMI-Soins de santé	24 061	24 061	22 896	22 784	0	- 112	0,0	-0,5	RIZIV-Uitkeringen
Autres	1 118	1 118	1 276	1 276	0	0	0,0	0,0	Andere
Intérêts sur emprunts	7	7	10	10	0	0	0,0	0,0	Interesten op leningen
Divers	2 330	2 280	101	101	- 51	0	-2,2	0,0	Diversen
Total des dépenses	72 805	72 575	65 630	65 433	- 230	- 197	-0,3	-0,3	Totaal uitgaven
					0	0			
Solde	- 18	- 12	2 759	2 460	6	- 300	31,6	-10,9	Saldo

4.Rekeningen van de sociale zekerheid

4.b Sociale zekerheid van de zelfstandigen: Monitoringcomité (JULI 2014)

	En millions EUR - In miljoen EUR					En % - In %					
	2015	2016	2017	2018	2019	2016 / 2015	2017 / 2016	2018 / 2017	2019 / 2018	2015 - 2019	
	Mon. juillet - Mon. juli (1)	Mon. juillet - Mon. juli (2)	Mon. juillet - Mon. juli (3)	Mon. juillet - Mon. juli (4)	Mon. juillet - Mon. juli (5)	Différence - Verschil (2) vs. (1)	Différence - Verschil (3) vs. (2)	Différence - Verschil (4) vs. (3)	Différence - Verschil (5) vs. (4)	Moyenne - Gemiddeld (5) vs. (1)	
Cotisations	3 855	3 953	4 057	4 168	4 282	2,5	2,6	2,7	2,7	2,7	Bijdragen
Dotation de l'État	1 395	1 414	1 435	1 458	1 482	1,4	1,5	1,6	1,6	1,5	Staatssteun
INASTI-gestion globale	1 395	1 414	1 435	1 458	1 482	1,4	1,5	1,6	1,6	1,5	RSVZ-globaal beheer
INASTI-gestion globale											RSVZ-globaal beheer - Bijzondere
Dotation équilibre	0	0	0	0	0						staatssteun
Entités fédérées	0	0	0	0	0						Gefedereerde entiteiten
Secteurs	0	0	0	0	0						Sectoren
Financement alternatif	874	884	900	917	956	1,1	1,9	1,9	4,2	2,3	Alternatieve financiering
Gestion globale	874	884	900	917	956	1,1	1,9	1,9	4,2	2,3	Globaal beheer
dont INAMI-Soins de santé	0	0	0	0	22						waarvan RIZIV-Geneskundige verzorging
Recettes affectées	19	19	19	19	19	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	Toegewezen ontvangsten
Transferts externes	0	0	0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Externe overdrachten
Produit des placements	15	10	10	11	11	-32,3	2,1	2,2	2,2	-7,8	Opbrengsten beleggingen
Divers	1	1	1	1	1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Diversen
Fraude sociale	0	0	0	0	0						Sociale fraude
Total des recettes	6 159	6 281	6 424	6 575	6 752	2,0	2,3	2,4	2,7	2,3	Totaal ontvangsten
Prestations	3 823	3 945	4 062	4 208	4 360	3,2	3,0	3,6	3,6	3,3	Uitkeringen
Enveloppe bien-être	38	78	119	163	209	104,2	52,9	36,7	28,2	53,0	Welvaartsenveloppe
INAMI-Indemnités	415	431	444	459	475	3,8	3,0	3,4	3,5	3,4	RIZIV-Uitkeringen
Pensions	3 358	3 424	3 487	3 574	3 663	2,0	1,8	2,5	2,5	2,2	Pensioenen
Allocations familiales	0	0	0	0	0						Kinderbijslag
Assurance faillite	11	11	11	11	12	1,2	1,2	1,8	1,7	1,5	Faillissementsverzekering
INASTI-GFG	1	1	1	1	1	1,2	1,2	1,8	1,6	1,5	RSVZ-GB
Frais de paiement	0	0	0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Betalingskosten
Frais de gestion	101	102	101	101	103	0,3	-0,5	-0,1	2,5	0,5	Beheerskosten
Gestion globale	74	74	73	72	74	-0,3	-1,5	-1,0	2,7	0,0	Globaal beheer
Organismes	27	28	28	29	29	1,9	2,0	2,0	2,0	2,0	Instellingen
Economies non réparties	0	0	0	0	0						Niet-verdeelde besparingen
Transferts	2 309	2 298	2 356	2 418	2 504	-0,5	2,5	2,6	3,6	2,0	Overdrachten
hors Gestion globale	0	0	0	0	0	1,2	2,4	1,2	1,2	1,5	Buiten globaal beheer
INAMI-Soins de santé	2 309	2 298	2 356	2 418	2 504	-0,5	2,5	2,6	3,6	2,0	RIZIV-Geneskundige verzorging
Intérêts sur emprunts	0	0	0	0	0						Interesten op leningen
Divers	6	6	6	6	6	1,3	1,3	1,4	1,4	1,3	Diversen
Fraude sociale	0	0	0	0	0						Sociale fraude
Total des dépenses	6 240	6 351	6 526	6 734	6 974	1,8	2,8	3,2	3,6	2,8	Totaal uitgaven
Solde	- 82	- 70	- 102	- 159	- 222	14,8	- 46,8	- 55,7	- 39,8	- 28,5	Saldo
Diminution financement fédéral	-496	-502	-510	-518	-526	-1,4	-1,5	-1,6	-1,6	-1,5	Vermindering federale financiering
Solde après diminution financement fédéral	-577	-572	-612	-677	-749	0,9	-7,0	-10,6	-10,6	-6,7	Saldo na vermindering federale financiering

4.Rekeningen van de sociale zekerheid

4.b Sociale zekerheid van de zelfstandigen: Monitoringcomité (SEPTEMBER 2014)

	En millions EUR				En millions EUR		En %		
	-				-		-		
	In miljoenen EUR				In miljoenen EUR		In %		
	2014 Mon. juillet	2014 Mon. sept	2015 Mon. juillet	2015 Mon. sept	Différence	Différence	Différence	Différence	
- Mon. juli	- Mon. sept	- Mon. juli	- Mon. sept	- Verschil	- Verschil	- Verschil	- Verschil		
(1)	(2)	(3)	(4)	(2) vs. (1)	(4) vs. (3)	(2) vs. (1)	(4) vs. (3)		
Cotisations	3 897	3 911	3 855	3 857	14	2	0,4	0,1	Bijdragen
Dotation de l'État	2 000	1 996	1 395	1 395	-4	0	-0,2	0,0	Staatstoelage
INASTI-gestion globale	1 383	1 379	1 395	1 395	-4	0	-0,3	0,0	RSVZ-globaal beheer
INASTI-gestion globale									RSVZ-globaal beheer - Bijzondere
Dotation équilibre	617	617	0	0	0	0	0,0		staats-toelage
Entités fédérées	0	0	0	0	0	0			Gefedereerde entiteiten
Secteurs	0	0	0	0	0	0			Sectoren
Financement alternatif	1 001	998	874	875	-2	1	-0,2	0,1	Alternatieve financiering
TVA	744	741	779	774	-3	-5	-0,4	-0,6	BTW
Précompte mobilier	71	72	68	66	0	-2	0,3	-2,8	Roerende voorheffing
Stock options	7	7	7	7	0	0	0,0	0,0	Stock options
Accises tabac	16	16	16	16	0	0	0,0	0,0	Accijzen tabak
Article 24 § 1 quater	158	158	0	7	0	7	0,0		Artikel 24 § 1 quater
Autre	5	5	5	5	0	0	0,0	0,0	Andere
Recettes affectées	18	18	19	19	0	0	0,0	0,0	Toegewezen ontvangsten
Transferts externes	0	0	0	0	0	0	0,0	0,0	Externe overdrachten
Produit des placements	15	15	15	9	0	-6	0,0	-42,3	Opbrengsten beleggingen
Divers	1	2	1	1	0	0	35,8	0,0	Diversen
Total des recettes	6 933	6 941	6 159	6 155	8	-3	0,1	-0,1	Totaal ontvangsten
Prestations	3 963	3 983	3 823	3 831	20	8	0,5	0,2	Uitkeringen
Enveloppe bien-être	0	0	38	38	0	0		0,0	Welvaarsenveloppe
INAMI-Indemnités	394	394	415	413	0	-1	0,0	-0,3	RIZIV-Uitkeringen
Pensions	3 306	3 326	3 358	3 368	20	10	0,6	0,3	Pensioenen
Allocations familiales	251	251	0	0	0	0	0,2		Kinderbijslag
Assurance faillite	11	11	11	11	0	0	0,0	-0,3	Faillissementsverzekering
INASTI-GFG	1	1	1	1	0	0	0,0	-0,3	RSVZ-GB
Frais de paiement	0	0	0	0	0	0	0,0	0,0	Betalingskosten
Frais de gestion	96	112	101	101	16	0	17,2	0,0	Beheerskosten
Transferts	2 652	2 652	2 309	2 317	0	7	0,0	0,3	Overdrachten
Autres	209	209	0	0	0	0	0,0	0,0	Andere
INAMI-Soins de santé	2 443	2 443	2 309	2 317	0	7	0,0	0,3	RIZIV-Geneseskundige verzorging
Intérêts sur emprunts	0	0	0	0	0	0			Interesten op leningen
Divers	6	6	6	6	0	0	1,2	1,1	Diversen
Fraude sociale	-4	-4	0	0	0	0	0,0		Sociale fraude
Total des dépenses	6 712	6 749	6 240	6 256	37	16	0,6	0,3	Totaal uitgaven
					0	0			
Solde	220	191	- 82	- 101	-29	- 19	-13,1	-23,6	Saldo

5. Vergrijzingskost

5.a Demografische ontwikkelingen

	1996	2013	2020	2030	2040	2050	2060
Gemiddeld aantal kinderen per vrouw	1,58	1,76	1,84	1,84	1,84	1,83	1,83
Levensverwachting bij de geboorte - Mannen	73,86	78,00	79,51	81,45	83,19	84,72	86,11
Levensverwachting bij de geboorte - Vrouwen	80,53	83,10	84,08	85,33	86,49	87,53	88,47
Levensverwachting op 65 jaar - Mannen	15,32	18,06	19,14	20,57	21,87	23,04	24,09
Levensverwachting op 65 jaar - Vrouwen	19,70	21,45	22,23	23,28	24,24	25,12	25,95
0-14 (%)	17,9%	17,0%	17,2%	16,9%	16,4%	16,4%	16,4%
15-64 (%)	66,1%	65,4%	63,6%	60,5%	58,7%	58,2%	57,9%
65+ (%)	16,0%	17,7%	19,2%	22,6%	24,8%	25,4%	25,8%
Gemiddelde leeftijd	39,02	41,07	41,73	42,83	43,88	44,33	44,46
Vervanging der actieven in % (15-24)/(55-64)	117,7%	96,5%	85,1%	93,8%	101,2%	97,4%	103,4%
Veroudering der actieven in % (40-64)/(15-39)	84,7%	108,6%	108,5%	104,4%	101,0%	99,5%	99,1%
Veroudering in % (65+)/(0-14)	89,5%	103,9%	111,4%	133,5%	151,3%	154,6%	157,2%
Intensiteit veroudering in % (80+)/(65+)	23,8%	30,0%	29,0%	28,8%	34,4%	40,0%	40,0%
Afhankelijkheid in % [(0-14)+(65+)]/(15-64)	51,4%	53,0%	57,3%	65,3%	70,2%	71,9%	72,8%
Afhankelijkheid der ouderen in % (65+)/(15-64)	24,3%	27,0%	30,2%	37,3%	42,3%	43,6%	44,5%
Personen op actieve leeftijd per oudere (15-64)/(65+)	4,12	3,70	3,31	2,68	2,37	2,29	2,25
Afhankelijkheid in % [(0-19)+(65+)]/(20-64)	66,8%	67,6%	72,2%	82,5%	88,6%	89,8%	91,2%
Afhankelijkheid der ouderen in % (65+)/(20-64)	26,7%	29,6%	33,0%	41,2%	46,8%	48,2%	49,2%
Personen op actieve leeftijd per oudere (20-64)/(65+)	3,74	3,38	3,03	2,43	2,13	2,08	2,03

Bron: 1991-2012: waarnemingen, ADSEI; 2013-2060: vooruitzichten, FPB en ADSEI

5. Vergrijzingskost

5.b Projecties van de Studiecommissie voor de vergrijzing (juli 2014): hypothesen

Demografische hypothesen vanaf 2013 (« Demografische vooruitzichten 2013-2060 »)			
	2013	2030	2060
Gemiddeld aantal kinderen per vrouw	1,76	1,84	1,83
Levensverwachting bij de geboorte: mannen	78,0	81,5	86,1
Levensverwachting bij de geboorte: vrouwen	83,1	85,3	88,5
Migratiesaldo in duizendtallen	44,7	15,9	19,8
Socio-economische hypothesen			
Schuldingsgraad	Behouden op het niveau van de meest recente waarnemingen voor de min 15-jarigen of op basis van de evolutie van de activiteitsgraad van 15-jarigen en ouder		
Activiteitsgraad en overgang van het statuut van actieve naar het statuut van invalide, werkloze met bedrijfstoeslag en gepensioneerde	Modellering die de kans op overgang van de ene socio-economische categorie naar de andere toepast op de opeenvolgende generaties, per geslacht en leeftijdscategorie, rekening houdend met de impact van reeds bestaande hervormingen		
Macro-economische hypothesen			
Op middellange termijn: van 2014 tot 2019	Op lange termijn: 1 referentiescenario en twee alternatieve scenario's		
Volgens de "Economische vooruitzichten 2014-2019" van het FPB of:		Referentie-scenario 1,50	Alternatieve scenario's Scenario 1,25 Scenario 1,75
Gemiddelde groei van de productiviteit per werknemer tussen 2014 en 2019: 0,9% per jaar	Jaarlijkse groei van de productiviteit per werknemer en van het loon per werkende	1,50%	1,25% 1,75%
Werkloosheidsgraad ^a in 2019: 11,0%	Structurele werkloosheidsgraad ^a op lange termijn		8,0%
Werkgelegenheidsgraad ^b in 2019: 65,7%			
Hypothesen inzake sociaal beleid			
2013-2014	Vanaf 2015: berekening van de budgettaire enveloppe bestemd voor de welvaartsaanpassingen		
	Loonplafond		1,25%
Huidige wetgeving (maatregelen van de sociale partners en de regering)	Minimumrecht per loopbaanjaar		1,25%
	Niet-forfaitaire uitkeringen (algemene regeling) ^c		0,50%
	Forfaitaire uitkeringen en minima		1,00%

a. Volgens het administratief concept in ruime zin, met inbegrip van de oudere werklozen met maxi-vrijstelling.

b. Totale werkgelegenheid in % van de bevolking op arbeidsleeftijd (15-64 jaar).

c. In de pensioenregeling van de overheidssector toonde de welvaartsaanpassing (m.a.w. de perequatie) een loskoppeling van ongeveer 0,5% ten opzichte van de loonstijging op basis van het historisch waargenomen verschil. De laatste jaren neigt die loskoppeling te verminderen, onder meer omdat het vakantiegeld en de eindejaarspremie sinds enkele jaren in rekening worden genomen voor de perequatie. De loskoppeling werd daarom per hypothese verminderd naar 0,4%.

5. Vergrijzingskost

5.b Projecties van de Studiecommissie voor de vergrijzing (juli 2014): vergrijzingskost, referentiescenario, in % bbp

	2013-2019	2019-2060	2013-2060	2000	2013	2019	2030	2060
Pensioenen	0,6%	3,5%	4,1%	8,7%	10,6%	11,2%	13,7%	14,7%
werknemersregeling	0,4%	2,3%	2,7%	5,0%	5,8%	6,1%	7,7%	8,4%
zelfstandigenregeling	0,0%	0,3%	0,3%	0,7%	0,8%	0,9%	1,1%	1,1%
overheidssector (a)	0,2%	1,0%	1,2%	2,9%	4,0%	4,2%	4,9%	5,2%
Gezondheidszorg (b)	0,3%	1,8%	2,1%	6,2%	8,2%	8,5%	10,1%	10,3%
'acute' zorg	0,0%	1,0%	1,0%	5,4%	7,0%	6,9%	8,3%	8,0%
langdurige gezondheidszorg	0,3%	0,7%	1,1%	0,8%	1,3%	1,6%	1,8%	2,3%
Arbeidsongeschiktheid	0,2%	-0,5%	-0,3%	1,1%	1,7%	2,0%	2,0%	1,5%
Werkloosheid (c)	-0,4%	-0,6%	-0,9%	1,8%	2,1%	1,7%	1,3%	1,2%
Werkloosheid met bedrijfstoeslag	-0,1%	-0,1%	-0,2%	0,5%	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%
Kinderbijslag	-0,1%	-0,3%	-0,4%	1,7%	1,6%	1,5%	1,5%	1,2%
Overige sociale uitgaven (d)	0,0%	-0,2%	-0,3%	1,5%	1,6%	1,6%	1,6%	1,4%
TOTAAL	0,5%	3,6%	4,2%	21,5%	26,4%	26,9%	30,5%	30,6%
p.m. lonen van het onderwijzend personeel	-0,2%	0,1%	-0,1%	4,0%	4,3%	4,1%	4,2%	4,2%

(a) Inclusief de pensioenen van de overheidsbedrijven ten laste van de staat en de IGO.

(b) Overheidsuitgaven voor gezondheidszorg (acute en langdurige): socialezekerheidsuitgaven, federale overheid, gewesten (hulp aan gehandicapten) en lagere overheid (medische prestaties van de OCMW's aan personen in moeilijkheden).

(c) Inclusief tijdskrediet en loopbaanonderbreking

(d) Vooral de uitgaven voor arbeidsongevallen, beroepsziekten, Fonds voor bestaanszekerheid, tegemoetkomingen aan personen met een handicap en leefloon.

6. Inactiviteitsvallen

De problematiek van de ‘inactiviteitsvallen’ werd in het verleden reeds uitvoerig geanalyseerd. Hierbij twee recente referenties:

CENTRALE RAAD VOOR HET BEDRIJFSLEVEN, SECRETARIAAT (2014), “De versterkte degressiviteit van de Belgische werkloosheidsuitkeringen. Effecten op de financiële vallen in de werkloosheid en op de inkomenspositie van werklozen”, *Documentatienota*, CRB 2014-0264, Brussel, 55 blz.

HOGE RAAD VOOR WERKGELEGENHEID (2014), “Deelname aan de arbeidsmarkt van personen met een arbeidsbeperking of een chronisch gezondheidsprobleem”, blz. 63-157 in: HOGE RAAD VOOR WERKGELEGENHEID, *Verslag 2014*, 157 blz.

Ook kan verwezen worden naar de werkzaamheden van de Werkgroep ‘Return to work’, in de schoot van de Nationale Arbeidsraad:

- Overlegplatform voor de actoren die betrokken zijn bij het proces van de vrijwillige terugkeer naar werk van personen met een gezondheidsprobleem (Dossier 2.574-B/D.12-98 – W.G.-R.T./D.13-1 t.e.m. 18; W.G.-R.T./D.14-1 t.e.m. 8)
- Voorontwerp van wet houdende diverse bepalingen inzake uitkeringsverzekering en tewerkstelling (Dossier 2.719-B/D.14-77 – W.G.-R.T./D.14-9 t.e.m. 13)

ANNEXE 3

PROPOSITIONS DE VENTILATION DE L'ENVELOPPE BIEN-ÊTRE 2015-2016

Février 2015

A. APERÇU DES ADAPTATIONS AU BIEN-ÊTRE 2015-2016 DANS LE RÉGIME DES TRAVAILLEURS SALARIÉS

TABLEAU APRÈS LES RÉÉVALUATIONS ET CORRECTIONS DES PARTENAIRES SOCIAUX, SITUATION AU 25/02/2015

PENSIONS	
Tous les minima (2%)	1/09/2015
Droit annuel minimum (2%)	1/09/2015
Plafond droit annuel minimum (2%)	1/01/2015
Cohorte 2010, 5 ans (2%), sans minima	1/09/2015
Cohorte 2011, 5 ans (2%), sans minima	1/01/2016
Pécule de vacances (+6,4 points de pourcentage) (pas d'écrêtement au montant mensuel)	1/05/2015
Toutes les pensions avant 1995 (1%)	1/09/2015
Petit minimum jusqu'au niveau salariés	1/06/2015
Total	
Enveloppe théorique	

PENSIONS	
2015	2016
23.716.938	71.484.415
229.740	1.148.700
584.736	1.727.710
5.549.493	16.232.268
	18.192.339
55.676.687	56.584.844
13.310.722	38.933.861
43.674.444	75.221.515
142.742.760	279.525.652
120.910.000	241.226.000

AMI	
Tous les minima (2%)	1/09/2015
récurrence 6 ans cas 2009 sans minima (2%)	1/09/2015
récurrence 6 ans cas 2010 sans minima (2%)	1/01/2016
Prime de rattrapage +160 EUR après 2 ans d'incapacité de travail	1/05/2015
Plafonds (1,25%)	1/04/2015
Total	
Enveloppe théorique	

AMI	
2015	2016
19.652.825	61.962.486
745.975	2.107.232
	2.392.419
41.479.200	43.640.320
1.403.716	3.147.395
63.281.716	113.249.852
50.816.326	100.362.796

FAT	
Minima et forfaits (2%)	1/09/2015
Cohorte 2009 (2%)	1/09/2015
Cohorte 2010 (2%)	1/01/2016
accident de travail 2011 (anomalie) (0,3%)	1/09/2015
Soutien cas les + graves durant période avant consolidation*	1/07/2015
Diminution cotisations sociales après pension de 13,07 à 8,31 %	1/10/2015
Total	
Plafonds (1,25%) **	1//1/2016
Enveloppe théorique	

FAT	
2015	2016
807.113	2.465.728
74.107	227.793
	207.114
7.716	24.573
180.000	360.000
1.036.250	4.145.000
2.105.186	7.430.208
	193.931
2.826.623	5.695.164

* Exécution concrète de la mesure de soutien aux cas les plus graves durant période avant consolidation à discuter au sein du comité de gestion du FAT.

** Calcul distinct par les assureurs accidents du travail et compensation du coût par la diminution de la cotisation pour les handicapés.

FMP	
Minima et forfaits (2%)	1/09/2015
Cohorte 2009 (2%)	1/09/2015
Cohorte 2010 (2%)	1/01/2016
Diminution cotisations sociales après pension de 13,07 à 8,31 %	1/10/2015
Plafonds (1,25%)	1/01/2016
Total	
Enveloppe théorique	

FMP	
2015	2016
1.094.540	3.240.210
17.275	51.306
	49.614
1.282.494	5.078.678
	70.570
2.394.309	8.490.378
2.213.725	4.408.913

CHÔMAGE	
Minima et forfaits (2%), hors interruption de carrière, formes spécifiques et crédit-temps	1/09/2015
Plafonds + 1,25%, y compris maxima existants	1/07/2015
Total	
enveloppe	

CHÔMAGE	
2015	2016
17.393.975	52.207.688
16.866.667	32.600.000
34.260.642	84.807.688
67.656.531	133.821.961

SYNTHÈSE	
Total	
Enveloppe théorique	

SYNTHÈSE	
244.784.613	493.503.778
248.700.000	488.600.000

Les partenaires sociaux demandent que, lors de l'exécution de l'avis adaptations au bien-être, on veille à ce que la liaison au bien-être accordée ne soit pas réduite et soit dès lors neutralisée tant lors de l'octroi d'avantages sociaux que par le biais de la fiscalité ou d'autres avantages sociaux adoptés par les entités fédérées.

B. APERÇU DES ADAPTATIONS AU BIEN-ÊTRE 2015-2016 DANS LE RÉGIME DES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

TABLEAU APRÈS LES RÉÉVALUATIONS ET CORRECTIONS DES PARTENAIRES SOCIAUX, SITUATION AU 25/02/2015

		PENSIONS	
PENSIONS		2015	2016
Tous les minima (2%)	1/09/2015	16.886.667	50.660.000
Cohorte 2010, 5 ans (2%)	1/09/2015	803.185	2.409.556
Cohorte 2011, 5 ans (2%)	1/01/2016		2.580.276
Toutes les pensions avant 1995 (1%)	1/09/2015	454.576	1.329.635
Total		18.144.428	56.979.467

		AMI	
AMI		2015	2016
Tous les minima (2%)	1/09/2015	2.682.790	7.866.183
Total		2.682.790	7.866.183

		Faillite	
Faillite		2015	2016
	1/09/2015	71344	214033
Total		71344	214033

SYNTHÈSE		SYNTHÈSE	
Total		20.898.562	65.059.683

Les partenaires sociaux demandent que, lors de l'exécution de l'avis adaptations au bien-être, on veille à ce que la liaison au bien-être accordée ne soit pas réduite et soit dès lors neutralisée tant lors de l'octroi d'avantages sociaux que par le biais de la fiscalité ou d'autres avantages sociaux adoptés par les entités fédérées.

C. APERÇU DES ADAPTATIONS AU BIEN-ÊTRE DANS L'ASSISTANCE SOCIALE

APERÇU ADAPTATIONS AU BIEN-ÊTRE 2015-2016 - SOUS RÉSERVE DE VÉRIFICATION PAR IPSS ET BUREAU DU PLAN

			ASSISTANCE SOCIALE	
ASSISTANCE SOCIALE			2015	2016
Revenu d'intégration et équivalent du revenu d'intégration	1/09/2015		6.400.000	19.400.000
Allocation de remplacement de revenus aux personnes handicapées	1/09/2015		7.200.000	21.800.000
Garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA) et Revenu garanti aux personnes âgées	1/09/2015		8.466.667	26.000.000
Total			22.066.667	67.200.000
Enveloppe théorique			33.100.000	67.100.000

Les partenaires sociaux demandent que, lors de l'exécution de l'avis adaptations au bien-être, on veille à ce que la liaison au bien-être accordée ne soit pas réduite et soit dès lors neutralisée tant lors de l'octroi d'avantages sociaux que par le biais de la fiscalité ou d'autres avantages sociaux adoptés par les entités fédérées.

Assistaient à la séance plénière commune du 24 mars 2015, tenue sous la présidence de Messieurs R. TOLLET, Président du Conseil Central de l'Économie, et P. WINDEY, Président du Conseil National du Travail:

Membres du Conseil Central de l'Économie:

Membres nommés sur la proposition des organisations représentant l'artisanat, le petit et moyen commerce et la petite industrie:

Madame DEITEREN et monsieur ISTASSE

Membres nommés sur la proposition du secteur non marchand fédéral en Belgique

Madame SLANGEN et monsieur VANDERELST

Membres nommés sur la proposition des organisations représentatives des travailleurs:

Fédération générale du Travail de Belgique : madame VANMOERKERKE

Centrale générale des Syndicats libéral de Belgique : monsieur VALENTIN

Membres du Conseil National du Travail:

Organisations des employeurs:

Fédération des entreprises de Belgique : Messieurs BUYSSE et VAN DAMME

Organisations des classes moyennes: Madame DEITEREN

Alliance agricole belge – UPA : Monsieur BOTTERMAN

Union des entreprises à profit social : Madame SLANGEN et Monsieur VANDERELST

Organisations des travailleurs:

Fédération générale du Travail de Belgique: Mesdames DUROI et ULENS et Monsieur VANDER LINDEN

Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique : Monsieur VERJANS

Centrale générale des Syndicats Libéral de Belgique: Monsieur VALENTIN

Étaient également présentes à la réunion en tant qu'expert du Conseil:

Mesdames VANMOERKERKE et VERMEERSCH